

**MINISTERE DE L'EAU ET DE  
L'ASSAINISSEMENT**

=====

**SECRETARIAT GENERAL**

=====

**DIRECTION GENERALE DES ETUDES  
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES**



**BURKINA FASO**

=====

*Unité-Progress-Justice*

**COMITE DE REVUE DU PROGRAMME  
« PILOTAGE ET SOUTIEN »**

**RAPPORT-BILAN ANNUEL 2019**

*Version finale*

*Mars 2020*

MINISTERE DE L'EAU ET DE  
L'ASSAINISSEMENT

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES ETUDES  
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES



BURKINA FASO  
Unité-Progress-Justice

**COMITE DE REVUE DU PROGRAMME  
« PILOTAGE ET SOUTIEN »**

**RAPPORT-BILAN ANNUEL 2019**

*Version finale*

*Mars 2020*

## TABLE DES MATIERES

<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	<b>I</b>
<b>SIGLES ET ABBREVIATIONS</b> .....	<b>II</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	<b>III</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
I. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU RAPPORT .....	2
I.1. Collecte et centralisation des données.....	2
I.2. Traitement et analyse des données .....	2
I.3. Elaboration du rapport.....	4
II. PRESENTATION DU PROGRAMME.....	5
II.1. Objectif du programme.....	5
II.2. Actions et objectifs opérationnels.....	5
III. BILAN DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES.....	6
III.1. Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère .....	7
III.2. Action 2 : Communication .....	18
III.3. Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières .....	24
III.4. Action 4 : Gestion des marchés publics.....	28
III.5. Action 5 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques .....	31
III.6. Action 6 : Gestion des ressources humaines.....	44
III.7. Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives.....	48
III.8. Action 8 : Renforcement de l'intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l'eau.....	56
III.9. Action 9 : Promotion du partenariat.....	61
IV. SITUATION D'EXECUTION DES MARCHES DU PROGRAMME .....	72
V. SITUATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME.....	73
VI. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS .....	77
VII. FINANCEMENT 2018 DU PLAN D'ACTION DU PROGRAMME.....	78
VIII. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITION DE SOLUTIONS ET DE RECOMMANDATIONS	79
VIII.1. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITION DE SOLUTIONS.....	79
VIII.2. PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS.....	80
VIII.2.1. Résolutions.....	80
VIII.2.2. Recommandations.....	80
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>81</b>

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>AFDH</b>	: Approche Fondée sur les Droits Humains
<b>AMOC</b>	: Appui à la Maitrise d'Ouvrage Communale
<b>ANPTIC</b>	: Agence Nationale de Promotion des Techniques de l'Information et de la Communication
<b>ASPP</b>	: Assemblée Sectorielle des Projets et Programmes
<b>ATPC</b>	: Assainissement Total Piloté par les Communautés
<b>CASEM</b>	: Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
<b>CR</b>	: Comité de Revue
<b>CSD-EEA</b>	: Cadre Sectoriel de Dialogue « Environnement, Eau et Assainissement »
<b>DAC</b>	: Dossier d'Appel à Concurrence
<b>DAD</b>	: Direction des Archives et de la Documentation
<b>DAF</b>	: Direction de l'Administration des Finances
<b>DCPM</b>	: Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle
<b>DGA</b>	: Direction Générale de l'Assainissement
<b>DGEP</b>	: Direction Générale de l'Eau Potable
<b>DGESS</b>	: Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
<b>DISE</b>	: Dispositif Intégré de Suivi Evaluation
<b>DMP</b>	: Direction des Marchés Publics
<b>DREA</b>	: Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement
<b>DRH</b>	: Direction des Ressources Humaines
<b>DSI</b>	: Direction des Services Informatiques
<b>F CFA</b>	: Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>GTN-EA</b>	: Groupe Thématique National « Eau et Assainissement »
<b>GTR-EA</b>	: Groupe Thématique Régional « Eau et Assainissement »
<b>INSD</b>	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
<b>MEA</b>	: Ministère de l'Eau et de l'Assainissement
<b>MINEFID</b>	: Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
<b>ONG/AD</b>	: Organisation Non Gouvernementale et Association de Développement
<b>PAEA</b>	: Programme d'Approvisionnement en Eau et Assainissement
<b>PAGPS</b>	: Programme d'Appui à la Gestion Publique et aux Statistiques
<b>PAPS-EA</b>	: Programme d'Appui à la Politique Sectorielle "Eau et Assainissement"
<b>PDF</b>	: Plan de déblocage de fonds
<b>PDRH</b>	: Plan de Développement des Ressources Humaines
<b>PN-AEP</b>	: Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable
<b>PN-AEUE</b>	: Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excréta
<b>PNAH</b>	: Programme National d'Aménagement Hydraulique
<b>PNDES</b>	: Plan National de Développement Economique et Social
<b>PN-GIRE</b>	: Programme National pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
<b>PPD</b>	: Projets et Programmes de Développement
<b>PPM</b>	: Plan de Passation des Marchés
<b>PPS</b>	: Programme Pilotage et Soutien
<b>PS-EEA</b>	: Politique Sectorielle « Environnement, Eau et Assainissement »
<b>PTF</b>	: Partenaires Techniques et Financiers
<b>TGRO</b>	: Taux Global de Réalisation des Objectifs
<b>TIC</b>	: Techniques de l'Information et de la Communication
<b>UE</b>	: Union Européenne

## LISTE DES TABLEAUX

<b>TABLEAU 1 : ACTIONS ET OBJECTIFS OPERATIONNELS DU PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN .....</b>	<b>5</b>
<b>TABLEAU 2 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE 2019 DU PROGRAMME PAR ACTION .....</b>	<b>6</b>
<b>TABLEAU 3 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 1 PAR PRODUIT .....</b>	<b>7</b>
<b>TABLEAU 4 : SITUATION DE RECRUTEMENT D'AGENTS TECHNIQUES COMMUNAUX AEPHA.....</b>	<b>16</b>
<b>TABLEAU 5 : BILAN DES ACTIVITES DE PROMOTION DE L'INTERCOMMUNALITE.....</b>	<b>16</b>
<b>TABLEAU 6 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 2 PAR PRODUIT .....</b>	<b>18</b>
<b>TABLEAU 7 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 3 PAR PRODUIT .....</b>	<b>24</b>
<b>TABLEAU 8. RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS SUR LE BUDGET PROGRAMME. ....</b>	<b>25</b>
<b>TABLEAU 9 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 4 PAR PRODUIT .....</b>	<b>28</b>
<b>TABLEAU 10 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 5 PAR PRODUIT.....</b>	<b>31</b>
<b>TABLEAU 11 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 6 PAR PRODUIT.....</b>	<b>44</b>
<b>TABLEAU 12 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 7 PAR PRODUIT.....</b>	<b>48</b>
<b>TABLEAU 13 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 8 PAR PRODUIT.....</b>	<b>56</b>
<b>TABLEAU 14 : BILAN DES ACTIONS DE PROMOTION DE LA VEILLE CITOYENNE ET D'INTERPELLATION DANS LES REGIONS .....</b>	<b>58</b>
<b>TABLEAU 15 : SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DE L'ACTION 9 PAR PRODUIT.....</b>	<b>61</b>
<b>TABLEAU 16 : ACCOMPAGNEMENT DES INITIATIVES DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR PRIVE DANS LES REGIONS....</b>	<b>64</b>
<b>TABLEAU 17 : SITUATION DE L'ACCOMPAGNEMENT DES ONG AFFILIEES AU MINISTERE CHARGE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DANS LES REGIONS.....</b>	<b>68</b>
<b>TABLEAU 18 : ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PPM 2019 DU PROGRAMME .....</b>	<b>72</b>
<b>TABLEAU 19 : SITUATION DES INDICATEURS DU PROGRAMME AU 31 DECEMBRE 2019 .....</b>	<b>73</b>
<b>TABLEAU 20 : MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>77</b>
<b>TABLEAU 21 : FINANCEMENT 2019 DU PROGRAMME .....</b>	<b>78</b>
<b>TABLEAU 22 : FINANCEMENT 2018 DU PROGRAMME .....</b>	<b>78</b>

## **INTRODUCTION**

Le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA) est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la Politique de l'Etat Burkinabè en matière d'eau et d'assainissement, conformément au décret N° 2019-004/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du gouvernement du Burkina Faso. Le MEA compte six (06) programmes budgétaires dont celui « Pilotage et Soutien ».

Ce programme constitue un facteur d'impulsion de l'ensemble des acteurs du sous-secteur « Eau et Assainissement » vers plus d'efficacité, d'efficience, de durabilité et de reddition des comptes. Il est placé sous la responsabilité du Directeur Général des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS).

Le programme est piloté par un Comité de Revue (CR) composé des acteurs intervenant dans la mise en œuvre de ses actions. Les travaux et rapport issues des comités de revues sont reversés aux sessions du Groupe Thématique National « Eau et Assainissement » (GTN-EA) conjoint des cinq (05) programmes, qui réunit les représentants de l'administration centrale et déconcentrée et les autres parties prenantes (collectivités territoriales, société civile, partenaires techniques et financiers, secteur privé).

La mise en œuvre du programme se traduit annuellement par l'exécution d'un programme d'activités. Dans ce sens, le programme d'activités 2019 du programme a été adopté le 07 Mars 2019 lors de la session annuelle du comité de revue. Ce programme d'activités a fait l'objet d'une révision le 27 juin 2019 lors de la session à mi-parcours du Comité de Revue du Programme.

Par ce rapport, le responsable du programme entend porter à la connaissance des instances d'orientation et de pilotage que sont le CR et le GTN-EA, les informations relatives à la mise en œuvre des activités définies dans le plan opérationnel, en cohérence avec la Politique Sectorielle « Environnement, Eau et Assainissement » (PS-EEA) et le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES).

Il est organisé autour des points suivants : *(i)* Méthodologie d'élaboration du rapport, *(ii)* Présentation du programme, *(iii)* Bilan de mise en œuvre des activités, *(iv)* Situation d'exécution des marchés du programme, *(v)* Situation des indicateurs de performances, *(vi)* Etat de mise en œuvre des recommandations, *(vii)* Financement 2018 du plan d'action du programme, *(viii)* Difficultés rencontrés, propositions de solutions et de recommandations.

## I. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU RAPPORT

L'élaboration du présent rapport a suivi trois étapes, décrites ci-dessous.

### I.1. Collecte et centralisation des données

Les canevas de collecte des données ont été actualisés et transmis aux différentes structures et acteurs de mise en œuvre du programme. Les structures et acteurs ont été invités à transmettre à la DGESS les informations relevant de leurs domaines de compétence conformément aux canevas transmis. Les données ont été centralisées par l'équipe de rédaction qui a procédé à la compilation, au traitement et à l'analyse des données.

### I.2. Traitement et analyse des données

Pour faciliter les travaux de compilation, l'équipe a procédé à la vérification des données reçues afin de s'assurer de leur cohérence et au calcul des taux moyens d'exécution des actions et du programme.

La méthode utilisée pour le calcul des taux de réalisation physique est celle du Taux Global de Réalisation des Objectifs (TGRO) préconisée par le Ministère en charge de la Fonction Publique.

Les différents taux d'exécution physiques ont été calculé sur la base du programme d'activités révisé à mi-parcours. Les formules de calcul se présentent comme suit :

**✚ Le taux d'exécution physique d'une activité est donné par la formule :**

$$\text{Taux d'exécution(activité)} = \frac{\text{réalisation physique}}{\text{programmation physique révisée}} \times 100$$

**✚ Le taux d'exécution physique d'un produit est donné par la formule :**

$$\text{Taux d'exécution(produit)} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n \text{Tx}_{\text{activité}_i}$$

• Où :

- ✓ **n** représente le nombre d'activités programmées dans le produit ;
- ✓ **Tx<sub>activité<sub>i</sub></sub>** représente le taux d'exécution de l'activité *i* du produit.

**✚ Le taux d'exécution physique d'une action est donné par la formule :**

$$\text{Taux d'exécution(action)} = \frac{1}{m} \sum_{i=1}^m \text{Tx}_{\text{activité}_i}$$

- Où :
  - ✓ **m** représente le nombre d'activités programmées dans l'action ;
  - ✓ **Tx<sub>activité<sub>i</sub></sub>** représente le taux d'exécution de l'activité *i* de l'action.

**✚ Le taux d'exécution du programme**

$$\text{Taux d'exécution(Programme)} = \frac{1}{k} \sum_{i=1}^k \text{Tx}_{\text{activité}_i}$$

- Où :
  - ✓ **k** est le nombre d'activités programmées dans le programme ;
  - ✓ **Tx<sub>activité<sub>i</sub></sub>** représente le taux de réalisation de l'activité *k* du programme.

Pour ce qui est de l'exécution financière, les formules sont les suivantes :

**✚ Le taux d'exécution financière d'une activité est donné par la formule :**

$$\text{Taux d'exécution(activité)} = \frac{\text{réalisation financière}}{\text{programmation financière révisée}} \times 100$$

**✚ Le taux d'exécution financière des activités d'un produit est donné par la formule :**

$$\begin{aligned} \text{Taux d'exécution financière (produit)} \\ = \frac{\sum_{i=1}^n \text{réalisation financière de l'activité } i}{\sum_{i=1}^n \text{programmation financière révisée de l'activité } i} \times 100 \end{aligned}$$

- **n** représente le nombre d'activités programmées dans le produit.

**✚ Le taux d'exécution financière des activités d'une action**

$$\text{Taux d'exécution financière (action)} = \frac{\sum_{i=1}^m \text{réalisation financière de l'activité } i}{\sum_{i=1}^m \text{programmation financière révisée de l'activité } i} * 100$$

- Où **m** représente le nombre d'activités programmées dans l'action.

**✚ Le taux d'exécution financière du programme**

$$\text{Taux d'exécution financière (programme)} = \frac{\sum_{i=1}^k \text{réalisation financière de l'activité } i}{\sum_{i=1}^k \text{programmation financière révisée de l'activité } i} * 100$$



- Où **k** représente le nombre d'activités programmées dans le programme.

### **I.3. Elaboration du rapport**

Une équipe composée des représentants des responsables de budgets opérationnels du programme a été mise en place pour élaborer le projet de rapport.

Les difficultés majeures restent la disponibilité de certains acteurs, le manque d'informations exhaustives sur les coûts financiers, et le temps très court dont a disposé l'équipe pour la production du rapport.

Pour ce faire, les propositions suivantes sont faites pour améliorer le rapportage :

- capitaliser systématiquement dans chaque structure, le renseignement des coûts relatifs à la réalisation des activités dès la fin de la réalisation de celles-ci ;
- œuvrer à une meilleure organisation du temps dans l'élaboration des différents rapports.

Le rapport a par la suite été examiné et adopté lors de la session annuelle 2020 du Comité de Revue du Programme Pilotage et Soutien.

## II. PRESENTATION DU PROGRAMME

### II.1.Objectif du programme

L'objectif stratégique du Programme Pilotage et Soutien est d'améliorer la gouvernance du sous-secteur de l'eau et de l'assainissement.

### II.2.Actions et objectifs opérationnels

Pour atteindre l'objectif stratégique du programme, neuf (09) objectifs opérationnels sont définis et mis en œuvre à travers neuf (09) actions. Le tableau ci-dessous présente les actions du programme et leurs objectifs opérationnels.

**Tableau 1** : Actions et objectifs opérationnels du Programme Pilotage et Soutien

N°	Actions	Objectifs opérationnels
1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Améliorer l'efficacité du pilotage et de la coordination du secteur
2	Communication	Améliorer la communication interne et externe du secteur
3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion optimale des ressources financières et matérielles
4	Gestion des marchés publics	Assurer une gestion optimale des marchés publics
5	Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques	Améliorer la planification des actions et le suivi évaluation de la performance des programmes et capitalisation des données statistiques du secteur
6	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficiente, efficace et de qualité des ressources humaines du ministère
7	Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives	Assurer la gestion des systèmes d'information, la documentation et les archives du ministère
8	Renforcement de l'intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l'eau	Assurer une prise en compte effective du genre et des droits humains dans le secteur eau et assainissement
9	Promotion du partenariat	Améliorer l'environnement d'intervention des acteurs du secteur

Source : DGESS, 2019.

### III. BILAN DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES

Le taux d'exécution physique du programme est de 66,81% en 2019, contre 74,62% en 2018. Au total 764,20 millions de FCFA ont été exécutés sur la base des activités capitalisées dont 391,15 millions de FCFA base programmation et 373,05 millions de FCFA en hors programmation, soit un taux d'exécution financière base programmation de 45,39% contre 46,43% en 2018. Le tableau suivant donne la synthèse des réalisations physique et financière du programme et ses actions.

**Tableau 2** : Synthèse de l'exécution physique et financière 2019 du programme par action

Programme/Actions	Taux d'avancement au S1	Taux d'exécution physique annuel	Programma-tion financière révisée (en millions de FCFA) (a)	Total réalisation financière		Taux de réalisation financière global		Montant Exécutés Hors Programmation
				Base engagement (b)	Base liquidation (c)	Base engagement (d=b/a*100)	Base liquidation (e=c/a*100)	
<b>Programme Pilotage et Soutien</b>	<b>24,93%</b>	<b>66,81%</b>	<b>861,67</b>	<b>391,15</b>	<b>391,15</b>	<b>45,39%</b>	<b>45,39%</b>	<b>373,05</b>
Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère	27,90%	65,89%	134,87	71,2	71,2	52,79%	52,79%	211,91
Total Action 2 : Communication	47,31%	83,08%	47,64	39,07	39,07	82,02%	82,02%	1,33
Total Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières	25,05%	48,39%	33,45	24	24	71,75%	71,75%	3,97
Total Action 4 : Gestion des marchés publics	31,24%	98,14%	6,83	6,83	6,83	100,00%	100,00%	0
Action 5 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques	26,88%	47,21%	273,83	65,21	65,21	23,81%	23,81%	19,95
Action 6 : Gestion des ressources humaines	14,81%	80,10%	79,5	55	55	69,18%	69,18%	0
Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives	16,41%	82,37%	271,46	116,47	116,47	42,91%	42,91%	0
Action 8 : Renforcement de l'intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l'eau	0,00%	0,88	7,1	13,37	13,37	188,24%	188,24%	14,2
Action 9 : Promotion du partenariat	0,00%	100,00%	7	0	0	0,00%	0,00%	121,69

Source : DGESS, 2020.

### III.1. Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère

L'objectif opérationnel de cette action est d'améliorer l'efficacité du pilotage et de la coordination du secteur. Le taux d'exécution physique de l'action est de 65,89% en 2019, contre 90,52% en 2018. Au total 283,11 millions de FCFA ont été exécutés sur la base des activités capitalisées dont 71,20 millions de FCFA base programmation et 211,91 millions de FCFA en hors programmation, soit un taux d'exécution financière base programmation de plus de 52,79% contre 73,39% en 2018. Le tableau suivant donne la synthèse des réalisations physique et financière de l'action par produit.

**Tableau 3 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 1 par produit**

Actions/produits	Taux d'avancement au S1	Taux d'exécution physique annuel	Programmation financière révisée (en millions de FCFA) (a)	Total réalisation financière		Taux de réalisation financière global		Montant Exécutés Hors Programmation
				Base engagement (b)	Base liquidation (c)	Base engagement (d=b/a*100)	Base liquidation (e=c/a*100)	
<b>Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère</b>	<b>27,90%</b>	<b>65,89%</b>	<b>134,87</b>	<b>71,2</b>	<b>71,2</b>	<b>52,79%</b>	<b>52,79%</b>	<b>211,91</b>
Produit 1.1 : Un audit approfondi du dispositif institutionnel sectoriel est réalisé	60,00%	50,00%	19,53	11,23	11,23	57,49%	57,49%	0
Produit 1.2 : Produit 1.2. : Les recommandations de l'audit institutionnel sont mises en œuvre et se traduisent par une amélioration significative des performances sectorielles	-	-	-	-	-	-	-	0
Produit 1.3 : Une cohérence/synergie est assurée dans la conception et la mise en œuvre des programmes de la politique de l'eau	25,93%	51,19%	7,9	3,6	3,6	45,57%	45,57%	0
Produit 1.4 : La collaboration interministérielle et intraministérielle pour une mise en œuvre harmonieuse de la politique de l'eau s'est améliorée	27,27%	83,33%	81,22	41,86	41,86	51,54%	51,54%	46,47
Produit 1.5 : Une structure transversale en charge de la coordination des questions législatives et réglementaires est mise en place	-	-	-	-	-	-	-	0
Produit 1.6 : Les services techniques déconcentrés sont capables d'apporter efficacement un appui-conseil aux collectivités territoriales pour le développement du service public d'eau et d'assainissement	16,67%	50,00%	6,11	1,12	1,12	18,33%	18,33%	87,05
Produit 1.7 : Les services techniques déconcentrés (eau, santé, éducation) améliorent la synergie de leurs actions en direction des collectivités territoriales	50,00%	75,00%	15,07	10,02	10,02	66,52%	66,51%	45,93
Produit 1.8 : Le transfert effectif des compétences et des ressources aux collectivités territoriales est intégralement	0%	50,00%	5,04	3,37	3,37	66,87%	66,87%	0

Actions/produits	Taux d'avancement au S1	Taux d'exécution physique annuel	Programmation financière révisée (en millions de FCFA) (a)	Total réalisation financière		Taux de réalisation financière global		Montant Exécutés Hors Programmation
				Base engagement (b)	Base liquidation (c)	Base engagement (d=b/a*100)	Base liquidation (e=c/a*100)	
réalisé en privilégiant l'apprentissage par l'action								
Produit 1.9 : L'intercommunalité y compris les formes ad hoc/souples de mutualisation des moyens sont activement promues	-	-	-	-	-	-	-	32,46
Produit 1.10 : L'allocation/arbitrage des ressources publiques respecte les attributions des collectivités territoriales et fait la promotion des principes de bonne gouvernance	-	-	-	-	-	-	-	0
Produit 1.11 : Les outils et mécanismes de reddition des comptes pour les fonds transférés aux collectivités territoriales sont élaborés et mis en œuvre	100,00%	100,00%	0	0	0	-	-	0

Source : DGESS, 2020.

Dans la suite, il est dressé le bilan des produits pour lesquels des activités ont été programmées pour l'année 2019.

### **Produit 1.1 : Un audit approfondi du dispositif institutionnel sectoriel est réalisé**

- **Suivre la réalisation de l'audit institutionnel et organisationnel du Ministère**

Il était prévu six (06) rencontres de suivi de la réalisation de l'audit institutionnel et organisationnel sous-secteur de l'eau et de l'assainissement. Trois rencontres ont été effectivement tenues, il s'agit des deux rencontres du comité de suivi et de la rencontre de validation nationale du rapport diagnostic approfondi d'audit et de réflexion sur l'élaboration du plan d'actions des réformes tenue les 23 et 24 avril 2019. Il était prévu que le cabinet renvoie la version finale dudit rapport dans un délai de deux semaines et le projet de document de réformes avant fin mai 2019. Mais, les experts d'Hydro-conseil n'ont transmis le projet de document de réformes qu'en mi-novembre 2019, ce n'a pas permis d'organiser les trois autres rencontres prévues dont l'atelier de validation nationale dudit projet. Le taux d'exécution physique est de 50%.

Sur une programmation financière de 19,53 millions de F CFA, 11,23 millions de F CFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 57,49%.

La mission d'audit a un taux d'exécution physique de 60%. Le 15 janvier 2020, le comité de suivi a tenu une rencontre d'examen et amendement du document de réforme de l'audit et il est ressorti des amendements de formes et de fonds importants.

Le comité a suggéré de ne pas organiser d'atelier national de validation au regard de la qualité du document qui ne répond pas aux termes du contact. Egalement, il a suggéré si possible d'intérioriser la réalisation de l'audit avec la facilitation d'experts externes qui pourront être mobilisés par l'assistance technique de la Délégation de l'Union Européenne.

**Produit 1.3 : Une cohérence/synergie est assurée dans la conception et la mise en œuvre des programmes de la politique de l'eau**

- **Contrôler et auditer les structures du MEA**

Il était attendu le contrôle et l'audit de deux (02) Directions Régionales de l'Eau et de l'Assainissement (DREA), dont une (01) au premier semestre.

Au cours de ce semestre, une DREA a effectivement été contrôlée et auditée. Le taux d'exécution physique annuel est de 50%. Le coût de réalisation de cette activité est de 2,8 millions de FCFA bien qu'aucun montant n'ait été programmé initialement.

- **Suivre l'Etat de mise en œuvre des recommandations et plan d'actions issus des missions antérieures**

Au cours de la période, 75% des recommandations et plans d'actions issus des missions antérieures ont été effectivement suivis. L'exécution financière de l'activité est de 0,8 million de FCFA pour une programmation de 2,4 millions de FCFA, soit un taux d'exécution financière de 33,33%.

- **Exécuter des missions commanditées ou conjointes**

Les missions suivantes ont été exécutées au cours de l'année 2019. Ce sont :

- audit sur l'élaboration de l'exécution des tâches dans l'Administration Publique du MEA ;
- mission conjointe avec l'ASCE sur l'audit de gestion 2018 du MEA ;
- mission de contrôle et de vérification des allégations au niveau du SP/CPSA ;
- mission de contrôle des présences au sein de certaines structures du MEA.

- **Renforcer les capacités des ITS et des Agents**

Il était prévu en 2019, deux sessions de renforcement des capacités des agents des ITS. En ce jour, on note qu'une secrétaire et un agent de liaison ont pu bénéficier de formation en 2019. Ce qui correspond à un taux d'exécution physique annuel de 100%.

- **Réaliser la cartographie des risques d'au moins cinq (05) structures du MEA**

Cette activité n'a pas été réalisée.

- **Faire un état des lieux des recommandations prises depuis la création du Ministère**

Cette activité a été effectivement réalisée. En effet, une rencontre a été tenue le 28 mai 2019 pour faire l'état des lieux du suivi des recommandations du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement. Le document de l'état des lieux des recommandations est disponible. Le taux d'exécution physique est de 100%.

L'activité n'a eu aucune incidence financière.

- **Tenir des réunions de suivi des recommandations des instances tenues en 2019**

Il était prévu trois (03) réunions de suivi des recommandations des instances tenues en 2019, soit une rencontre au premier semestre et deux rencontres au second semestre. Seule la réunion prévue au premier semestre a été tenue, soit un taux d'exécution physique de 33,33%.

L'activité n'a eu aucune incidence financière.

## **Produit 1. 4 : La collaboration interministérielle et intra-ministérielle pour une mise en œuvre harmonieuse de la politique de l'eau s'est améliorée**

- **Organiser les sessions du CASEM**

Il est prévu annuellement la tenue de deux (02) sessions du Conseil d'Administration du Secteur Ministériel (CASEM) et elles ont été effectivement tenues. La première session s'est tenue le 19 avril 2019 et a permis de valider les documents de bilan annuel de 2018 et de la programmation 2019 du ministère, ainsi que les rapports annuels de performance des programmes et le plan d'action 2019-2021 du MEA. La seconde s'est tenue le 17 décembre 2019. Elle a également permis de valider le rapport bilan de janvier à septembre 2019, le rapport de programmation des activités 2020 des structures du MEA.

Le taux d'exécution physique est de 100%. Sur une programmation financière de 27,04 millions de F CFA, au total 12,72 millions de F CFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 47,04%.

- **Tenir deux sessions du Groupe thématique national "Eau et assainissement"**

Initialement, il était prévu la tenue des deux sessions ordinaires (annuelle et à mi-parcours) du GNT-EA. La session annuelle n'a pas pu se tenir en raison de l'obligation de respecter les délais de tenue du CSD-EEA et de transmission des rapports au SP/PNDES. Cela a conduit à la révision de l'activité lors de la session à mi-parcours pour ne retenir que la session à mi-parcours. Elle a eu lieu le lundi 29 Juillet 2019 à Ouagadougou et a servi de cadre pour apprécier et valider de façon participative les performances à mi-parcours et la programmation révisée 2019 du sous-secteur "Eau et Assainissement".

Le taux d'exécution physique est de 100%. Sur une programmation financière de 12 millions de F CFA, au total 5 millions de F CFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 41,67%.



- **Tenue des sessions des Groupe Thématique Régionaux « Eau et Assainissement » (GTR-EA)**

Au cours de l'année 2019, l'ensemble des 13 régions ont tenu les sessions annuelles et à mi-parcours des GTR-EA. Des ateliers de ciblage et de collecte bilan ont permis l'élaboration des différents rapports examinés et validés lors des différentes sessions. Le montant capitalisé s'élève à 44,13 millions de FCFA.

- **Tenir deux sessions du Cadre Sectoriel de Dialogue « Environnement Eau et Assainissement »**

Les deux revues (annuelle et à mi-parcours) prévues ont été effectivement tenues respectivement le 15 mars 2019 et 30 juillet 2019.

Le taux d'exécution physique est de 100%. Sur une programmation financière de 11,87 millions de F CFA, environ 7,87 millions de F CFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 66,29%.

- **Mettre en œuvre la collaboration interministérielle entre le MEA, le MENAPL et le MS**

Cette activité prévue pour le troisième n'a pas été entièrement mise en œuvre. Il s'agissait de l'élaboration des protocoles de collaboration et du plan d'action. A ce jour les projets de document (protocole et plan d'actions) amendés par les représentants des trois ministères impliqués dans la collaboration sont disponibles. Il reste la validation par les SG avant la signature par les ministres. Le taux physique est de 0%.

- **Tenir des réunions trimestrielles de suivi des dossiers majeurs des structures**

Deux réunions semestrielles étaient programmées. Seulement celle du premier semestre a été tenue, soit un taux d'exécution physique de 50%. L'activité n'a eu aucune incidence financière.

- **Organiser une assemblée sectorielle des projets et programmes**

L'activité a été réalisée conformément à la programmation au troisième trimestre. Sur la base des critères définis à l'annexe 4 du Décret n°2018-0092/PRES/PM/MINEFID du 15 février 2018, les évaluations des performances des Projets et Programmes de Développement (PPD) ont été faites par un comité technique d'évaluation en fonction du degré de maturité de chaque PPD pour la période 2017 et 2018. La note globale de chaque PPD a été obtenue en faisant la moyenne des notes des deux (02) années. C'est cette moyenne qui a servi pour le classement dans l'un des trois (03) rangs définies à l'article 129 dudit décret.

En ce qui concerne le MEA, l'évaluation des performances des PPD indique que six (06) sont classés « Vert », soit 26% des PPD évalués, huit (08) PPD sont classés « orange », soit 35% et neuf (09) PPD sont classés « rouge », soit 39%.

Le taux d'exécution physique annuel est de 100%. Sur une programmation financière de 10 millions de F CFA, au total 3,4 millions de F CFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 34%.

- **Tenir les sessions du comité de revue du PPS**

Il était prévu la tenue des deux sessions ordinaires (annuelle et à mi-parcours) du Comité de Revue du PPS. La session annuelle a été tenue le 07 mars 2019 et la session à mi-parcours le 27 juin 2019. Ces sessions ont regroupé les acteurs intervenants dans le programme et ont permis d'examiner et de valider respectivement les rapports bilan annuel 2018 et programmation 2019 ainsi que le rapport bilan à mi-parcours 2019 des activités du programme.

Le taux d'exécution physique est de 100%. Sur une programmation financière de 7,92 millions de F CFA, environ 2,92 millions de F CFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 36,83%.

- **Suivre la mise en œuvre des recommandations issues des études, audits, missions de supervision, revues et assemblées des projets et programmes**

Il était prévu l'élaboration d'un rapport de suivi de la mise en œuvre des recommandations par trimestre. Deux (02) rapports ont été effectivement élaborés au cours du premier semestre. Le taux d'exécution physique est de 100%.

Le cout de l'activité s'élève à 3,06 millions de F CFA.

- **Réaliser le suivi terrain des projets et programmes du Ministère**

Il était prévu le suivi de huit (08) projets. Au deuxième trimestre, la DGESS a bénéficié d'un décaissement de sa ligne budgétaire. Cela a permis de faire le suivi de cinq (05) projets supplémentaires, soit un total de treize (13) projets suivis.

Le taux d'exécution physique annuel est de 100%. Le coût de réalisation de l'activité s'élève à 6,9 millions de F CFA, sur une programmation de 11,4 millions de F CFA, soit un taux d'exécution financière de 60,53%. Les écarts en terme financiers se justifient du fait que certaines missions ont été directement financées par les projets concernés.

Par ailleurs, en hors programmation, la DGESS a bénéficié dans le cadre de la mise en œuvre de la convention existant avec le projet P1 P2RS d'un montant de 2,34 millions de F CFA pour des missions de supervision des réalisations du projet dans le volet « eau et assainissement » dans six (06) régions (Boucle du Mouhoun, Centre, Centre-Ouest, Centre-Sud, Plateau-Central et Sahel).

**Produit 1.5 : Une structure transversale en charge de la coordination des questions législatives et réglementaires est mise en place**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

**Produit 1.6 : Les services techniques déconcentrés sont capables d'apporter efficacement un appui-conseil aux collectivités territoriales pour le développement du service public d'eau et d'assainissement**

En 2019, en hors programmation, les Directions Régionales de l'Eau et de l'Assainissement ont appuyé certaines communes rurales dans le développement du service public de l'eau.

Ces appuis portent essentiellement sur :

- élaboration des DAC ;
- assistance des communes lors des dépouillements des offres
- appuyer les communes dans la réalisation des travaux d'ouvrages
- suivi et réception des travaux et ouvrages d'AEPA ;
- formation des acteurs sur l'AMOC et sur la mise en œuvre de la réforme ;

- formation de 95 acteurs communaux de la région sur la SPE ;
- élaboration du Programme régional d’approvisionnement en eau potable (PR-AEP) de la région des Cascades ;
- suivi des AUE.

Le cout de ces appuis s’élève à 88,17 millions de FCFA.

**Produit 1. 7 : Les services techniques déconcentrés (eau, santé, éducation) améliorent la synergie de leurs actions en direction des collectivités territoriales**

Au cours de l’année 2019, en hors programmation, les actions améliorant la synergie entre les services déconcentrés et les collectivités ont portées sur :

- atelier régional d’information et de concertation sur le processus d’affermage et le dispositif de Suivi Technique et Financier des adductions en eau potable dans le cadre du PAEP-Est ;
- atelier de déclenchement institutionnel pour la promotion de l’ATPC ;
- atelier de recyclage des Comité Provinciaux d’évaluation (CPE) dans la région de l’Est ;
- atelier sur la mise en place des techniciens communaux ;
- cadres de dialogue sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages.

Le cout de réalisation de ces activités de 45,93 millions de F CFA.

**Produit 1. 8 : Le transfert effectif des compétences et des ressources aux collectivités territoriales est intégralement réalisé en privilégiant l'apprentissage par l'action**

Au cours de l'année 2019, au total 23 Agents Techniques Communaux AEPHA ont été recrutés au profit de 25 communes.

**Tableau 4 :** Situation de recrutement d'Agents Techniques Communaux AEPHA

Régions	Nombre d'agents	Communes
Centre-Est	19	21
Sahel	4	4 (Pobé Mengao, Djibo, Kelbo et Tongomayel)
<b>Total</b>	<b>23</b>	<b>25</b>

Source : rapports bilan annuel régionaux 2019 du PPS.

**Produit 1. 9 : L'intercommunalité y compris les formes ad hoc/souples de mutualisation des moyens sont activement promues**

Des activités rentrant dans le cadre de la promotion de l'intercommunalité ont été menées en hors programmation dans les régions. Ces réalisations sont résumées dans le tableau suivant.

**Tableau 5 :** Bilan des activités de Promotion de l'intercommunalité

Région	Activités d'intercommunalité	Nombre de communes concernées	Montant exécuté (millions de F CFA)
Boucle du Mouhoun	Intercommunalité dans le cadre de la réalisation de l'AEP-MV de Kouka-Est	3	1,46
Centre-Ouest	Mise en affermage des AEPS de 18 communes	18	0
Est	Atelier de validation d'un projet de Cadre d'Animation de Développement pour la Région de l'Est (CADRE)	27	1
Hauts-Bassins	Réalisation d'AEP multi-village	7	0
	Etudes de réalisation d'AEP multi villages	7	30
Nord	Les Communes de Bagaré et La-Toden utilisent en intercommunalité un Agent Technique communal « Eau et Assainissement » et du dépôt inter-communal de pièces détachées de Pompes à Motricité Humaine (PMH)	2	0
	Partage d'expérience sur la gestion du service de l'eau avec des communes sœurs (Bagare, Béré, Nouna , Zorgho, Meget Latodin)	5	0
<b>TOTAL</b>		<b>69</b>	<b>32,46</b>

Source : rapports bilan annuel régionaux 2019 du PPS.

**Produit 1. 10 : L'allocation/arbitrage des ressources publiques respecte les attributions des collectivités territoriales et fait la promotion des principes de bonne gouvernance**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

**Produit 1.11 : Les outils et mécanismes de reddition des comptes pour les fonds transférés aux collectivités territoriales sont élaborés et mis en œuvre**

- **Elaborer le rapport 2018 des fonds transférés aux commune**

Il était attendu l'élaboration du rapport de suivi des fonds transférés aux communes, exercice 2018 au cours du premier trimestre 2019. Le rapport a été produit soit un taux d'exécution physique de 100%. L'activité n'a pas engagé de coût financier.

### III.2. Action 2 : Communication

L'objectif opérationnel de l'action est d'« améliorer la communication interne et externe ». Le taux d'exécution physique de l'action est de 83,08% en 2019, contre 100,00% en 2018. Au total 40,40 millions de FCFA ont été exécutés sur la base des activités capitalisées dont 39,07 millions de FCFA base programmation et 01,33 millions de FCFA en hors programmation, soit un taux d'exécution financière base programmation de 82,02% contre 151,73% en 2018. Le tableau suivant donne la synthèse des réalisations physique et financière de l'action par produit.

**Tableau 6 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 2 par produit**

Actions/produits	Taux d'avancement au S1	Taux d'exécution physique annuel	Programmation financière révisée (en millions de FCFA) (a)	Total réalisation financière		Taux de réalisation financière global		Montant Exécutés Hors Programmation
				Base engagement (b)	Base liquidation (c)	Base engagement (d=b/a*100)	Base liquidation (e=c/a*100)	
<b>Action 2 : Communication</b>	<b>47,31%</b>	<b>83,08%</b>	<b>47,64</b>	<b>39,07</b>	<b>39,07</b>	<b>82,02%</b>	<b>82,02%</b>	<b>1,33</b>
Produit 2.1. : Un plan stratégique de communication est élaboré et mis en œuvre	55,91%	83,08%	47,64	39,07	39,07	82,02%	82,02%	1,33
Produit 2.2. : La DCPM dispose des ressources humaines (effectifs et profils) et des ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de communication	-	-	-	-	-	-	-	0
Produit 2.3. : Le secteur eau et assainissement est officiellement reconnu et maintenu comme une priorité nationale	-	-	-	-	-	-	-	0

Source : DGESS, 2020.

Dans la suite, il est présenté le bilan des activités de cette action par produit.

**Produit 2.1. : Un plan stratégique de communication est élaboré et mis en œuvre (communication sociale, communication intersectorielle et communication institutionnelle)**

- **Former les correspondants et les agents de la DCPM aux différentes techniques de communication**

Il était initialement prévu la formation de 23 correspondants et agents de la Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle (DCPM) aux différentes techniques de communication au cours de l'année.

Cette activité a été réalisée au premier semestre. En effet, 23 agents des DREA et de la DCPM ont effectivement été formés en communication institutionnelle et sur l'utilisation des Techniques de l'Information et de la Communication (TIC), notamment les réseaux sociaux.

Le taux d'exécution physique annuel est de 100%. Le coût de l'activité est de 5,4 millions de FCFA sur une programmation de 6 millions, soit un taux d'exécution financière de 83,95%.

- **Organiser une caravane de presse sur les réalisations AEPA et aménagements hydrauliques**

Pour l'année 2019, il était prévu l'organisation d'une caravane de presse sur les réalisations AEPA et aménagements hydrauliques. L'activité a été organisée du 18 au 22 décembre 2019 et elle a concerné les régions du Centre-Ouest, de la Boucle du Mouhoun et des Hauts Bassins. Au total, 18 organes de presse ont pris part à cette caravane et les journalistes ont pu visiter les réalisations faites par l'Etat et ses partenaires dans le domaine de l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement et constaté leur impact sur les conditions de vie des populations.

Le taux d'exécution physique annuel est de 100%. Le coût de l'activité est de 2,93 millions de FCFA sur une programmation de 5 millions de FCFA, soit un taux d'exécution financière de 58,7%.



- **Assurer la couverture médiatique des activités du Ministère**

Il était prévu la couverture médiatique de 10 activités majeures du MEA pour l'année 2019. Cette activité a été exécutée à 100% au 31 décembre 2019. Au nombre des activités ayant bénéficié de couverture médiatique, on peut citer entre autres la session annuelle du Cadre Sectoriel de Dialogue « Environnement, Eau et Assainissement (CSD-EEA), les lancements de travaux de construction des barrages da Saalé, de Guidissi, de Ipelcé, de Niou, les 1er et 2e CASEM 2019 du MEA, la conférence de presse du comité de gestion de la crise d'eau en période chaude, l'atelier de validation du diagnostic de l'audit organisationnel et institutionnel du MEA, les lancements du PAEA et du PNDES'EA 2019, l'ASPP, le GTN, la cérémonie de décoration, la cérémonie de présentation de vœux 2020, etc.

Le coût de l'activité est de 21 millions de FCFA sur une programmation révisée de 21 millions, soit un taux d'exécution financière de 100%.

- **Elaborer un manuel de procédures de communication interne**

Le Manuel de procédure de communication interne du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement prévue dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de communication du Ministère a été élaboré du 21 au 25 mai 2019 à Ziniaré dans la région du Plateau Central. Ce document constitue un outil de gestion et d'orientation en matière de planification, d'exécution et de suivi-évaluation des activités de communication au sein du MEA.

Le taux d'exécution physique annuel est de 100%. Le coût de l'activité est de 1,24 millions de FCFA sur une programmation de 1,24 millions, soit un taux d'exécution financière de 100%.

- **Produire et diffuser des outils de communication sur les missions et orientations stratégiques du MEA**

Au titre de l'année 2019, des kakémonos et des plaquettes de présentation de cinq des six programmes du MEA ont été produits et diffusés. Il s'agit du Programme Pilotage et soutien (PPS), du Programme National d'Aménagement Hydraulique (PNAH), du Programme National pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PN-GIRE), du Programme d'Approvisionnement en Eau Potable (PN-AEP), du Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excréta (PN-AEUE).

Outre ces outils, il a été également produit et diffusé, des dépliants de présentation des travaux de réalisation des barrages de Saalé, de Guidissi, de Ipelcé et de Niou. Au second trimestre, un dépliant de présentation du PAEA a été produit et diffusé lors de son lancement le 25 avril 2019 à Kilingbara dans la région du Sud-Ouest. Une autre plaquette de présentation du PNDES'EA a été produit et diffusée lors de son lancement le 31 mai 2019 à Sakuilga, dans la région du Centre Sud et une plaquette sur le défis du MEA, etc.

Sur une programmation révisée de 11 outils de communication, 9 ont été réalisés soit un taux d'exécution physique annuel de 81,82%. Le coût de l'activité est de 3,38 millions de FCFA sur une programmation de 4,5 millions, soit un taux d'exécution financière global de 75,11%.

- **Produire et diffuser les numéros du bulletin interne**

Pour cette activité, il est prévu la production et la diffusion d'un bulletin par trimestre. Au total, trois des quatre numéros prévus ont été effectivement produits et diffusés dans les différentes directions, structures et ministères partenaires du MEA. Le quatrième numéro est en cours de montage et son impression est attendue avant fin janvier 2020.

Le taux d'exécution physique annuel est de 75%. Le coût de l'activité est de 3 millions de FCFA sur une programmation de 4 millions, soit un taux d'exécution financière annuel de 75 %.

- **Produire et diffuser deux reportages (presse écrite et audiovisuelle) sur l'eau ou l'assainissement**

Il était prévu de produire et diffuser deux reportages (presse écrite et audiovisuelle) sur l'eau ou l'assainissement dont un au premier semestre. Deux reportages ont été réalisés. Ils ont concerné la tenue de la première session du CASEM et les réalisations au Sahel.

Le taux d'exécution physique est de 100%. Sur une programmation financière annuelle de 2 millions, l'activité a coûté 0,9 millions de FCFA, soit un taux d'exécution financière de 45%.

En outre, au cours du second semestre deux (02) autres reportages ont été produits et diffusés hors programmation. Il s'agit des reportages titrés :

- « Zéro corvée d'eau » : des avancés en quatre ans ;
- accès à l'eau et à l'assainissement, les bénéficiaires satisfaits des réalisations.

- **Produire et diffuser des spots radio de sensibilisation sur l'eau et l'assainissement**

Il était prévu de produire et diffuser deux spots (02) de sensibilisation sur l'eau et l'assainissement au cours de l'année. Pour cette activité, un spot d'annonce télé a été produit et diffusé lors du lancement du PAEA et un autre spot annonce radio produit et diffusé lors du lancement du PNDES'EA 2019, soit un taux d'exécution physique annuel de 50%.

Le coût de l'activité est de 1,64 millions de FCFA sur une programmation de 2 millions de FCFA, soit un taux financier annuel de 82%.

En outre, la DCPM a appuyé la DREA-EST dans la conception, la réalisation et la diffusion de 5 spots de sensibilisation en mooré sur l'hygiène, l'eau et l'assainissement dans le cadre de la tenue des journées d'interpellation communautaire à Fada N'Gourma et à Pama. Ces spots ont été réalisés sous les thématiques suivantes :

- la possession, l'utilisation, et l'entretien des latrines ;
- le lavage des mains en période critique ;
- l'approvisionnement, la conservation et la consommation d'eau potable ;
- l'hygiène et l'assainissement du cadre de vie ;
- l'hygiène des aliments.

Ils ont été diffusés dans les mois d'octobre de de novembre dans les radios locales de la RTB2 Fada, radio Buayaba, Radio Tin Tua, Radio Taamba, Radio Buama de Gayéri, Radio Diampo de Bogandé.

- **Produire et diffuser des films documentaires sur l'eau et l'assainissement**

Pour cette activité, il avait été programmé la réalisation de 2 documentaires sur l'eau et l'assainissement. Un documentaire a été produit sur la situation de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les régions du Centre-Ouest, de la Boucle du Mouhoun et des Hauts-Bassins.

Le taux d'exécution physique est de 50%. Sur une programmation financière annuelle de 3 millions, l'activité a coûté 1,5 million de FCFA, soit un taux d'exécution financière de 50%.

Par ailleurs au cours de l'année 2019 d'autres activités non programmées ont été réalisées. Il s'agit :

- de couverture médiatique d'une session du GTR-EA de la région du Centre à hauteur de 0,12 millions de F CFA.
- de la couverture médiatique des activités du Service Police de l'Eau ( rencontre de concertation sur la stratégie de libération des abords des retenues d'eau, le contrôle de la qualité d'eau de boisson produite par les unités de production d'eau préemballée, le contrôle du prélèvement des eaux brutes, la sensibilisation sur l'utilisation des produits chimiques aux abords des retenues d'eau et l'atelier bilan du SPE) de la Région du centre à hauteur de 0,62 millions de FCFA ;
- de la réalisation et la diffusion de spots publicitaires et la réalisation d'une émission interactive radiophonique en vue d'informer et sensibiliser les populations sur la Police de l'eau à hauteur de 0,6 millions de F CFA dans la régions du Centre-Est.

**Produit 2.2. : La DCPM dispose des ressources humaines (effectifs et profils) et des ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de communication (y compris la supervision et l'appui-conseil aux programmes techniques et aux agences de l'eau)**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

**Produit 2.3. : Le secteur eau et assainissement est officiellement reconnu et maintenu comme une priorité nationale**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

### III.3. Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières

L'objectif de cette action est d'« assurer une gestion optimale des ressources financières et matérielles ». Le taux d'exécution physique de l'action est de 48,39% en 2019, contre 80,47% en 2018. Au total 27,97 millions de FCFA ont été exécutés sur la base des activités capitalisées dont 24 millions de FCFA base programmation et 3,97 millions de FCFA en hors programmation, soit un taux d'exécution financière base programmation de 71,75% contre 46,27% en 2018. Le tableau suivant donne la synthèse des réalisations physique et financière de l'action par produit.

**Tableau 7 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 3 par produit**

Actions/produits	Taux d'exécution physique S1	Taux d'exécution physique annuel	Programmation financière révisée (en millions de FCFA) (a)	Total réalisation financière		Taux de réalisation financière global		Montant Exécutés Hors Programmation
				Base engagement (b)	Base liquidation (c)	Base engagement (d=b/a*100)	Base liquidation (e=c/a*100)	
<b>Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières</b>	<b>25,05%</b>	<b>48,39%</b>	<b>33,45</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>71,75%</b>	<b>71,75%</b>	<b>3,97</b>
Produit 3.1. : Une étude sur un mécanisme / dispositif pour la gestion de ressources financières allouées au secteur compatible avec les ambitions de post 2015	-	-	-	-	-	-	-	0
Produit 3.2. : Les outils de programmation sont adaptés et opérationnalisés par rapport aux enjeux post 2015	100,00%	100,00%	10	10	10	100,00%	100,00%	0
Produit 3.3. : Les capacités des acteurs pour l'opérationnalisation effective du Budget Programme sont renforcées	0,00%	0,00%	4	0	0	0,00%	0,00%	3,97
Produit 3.4. : La pleine utilisation de l'outil de comptabilité analytique dans le suivi de l'exécution du BPO est assurée à travers l'amélioration des connaissances des responsables et des partenaires	-	-	-	-	-	-	-	0
Produit 3.5. : L'exécution budgétaire est améliorée en anticipant la planification (DAO, marchés...) au niveau de la DMP et la DAF	43,89%	83,06%	7	7	7	100,00%	100,00%	0
Produit 3.6. : La comptabilité matière est en place et opérationnelle dans les structures du secteur	0,00%	33,33%	12,45	7	7	56,22%	56,22%	0
Produit 3.7. : Les mécanismes de contrôle interne du ministère en charge de l'eau sont renforcés	-	-	-	-	-	-	-	0

Source : DGESS, 2020.

Dans la suite, il est présenté le bilan des activités de cette action par produit.

**Produit 3.1 : Une étude sur un mécanisme / dispositif pour la gestion de ressources financières allouées au secteur compatible avec les ambitions de post 2015 (transparence / traçabilité / efficacité / volume des investissements et décentralisation) est réalisée, validée et ses recommandations mises en œuvre**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

**Produit 3.2 : Les outils de programmation sont adaptés et opérationnalisés par rapport aux enjeux post 2015 (type de solution technologique, droits humains, espace géographique de programmation)**

- **Elaborer l'avant-projet du budget programme 2020-2022 du MEA**

L'avant-projet du budget programme 2020-2022 a été élaboré. Le taux d'exécution physique est de 100%. Le montant engagé et liquidé s'élève à 10 millions de F CFA pour une programmation de 10 millions, soit un taux d'exécution financière de 100%.

**Produit 3.3. : Les capacités des acteurs pour l'opérationnalisation effective du Budget Programme sont renforcées**

Au cours de 2019, plusieurs activités de renforcement des capacités sur le budget programme ont été réalisées. La synthèse est donnée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 8.** Renforcement des capacités des acteurs sur le budget programme.

N°	Thèmes des sessions	Structure de mise en œuvre	Nombre de participants			Montant exécuté (millions de F CFA)
			H	F	Total	
1	Formation sur le Budget Programme	Eau Vive	1	1	2	0
2	Formation sur le budget programme et la nomenclature budgétaire de l'Etat	CEMEau	2	1	3	0
3	Formation sur le budget programme	DREA-COS	8	7	15	0,1
4	Méthodologie d'élaboration du Budget programme	DREA -SHL	3	1	4	3,87
<b>TOTAL</b>			<b>14</b>	<b>10</b>	<b>24</b>	<b>3,97</b>

Source : rapports bilan annuel régionaux 2019 du PPS.

**Produit 3.4. : La pleine utilisation de l’outil de comptabilité analytique dans le suivi de l’exécution du BPO est assurée à travers l’amélioration des connaissances des responsables et des partenaires**

Aucune activité n’avait été programmée et aucune réalisation n’a pu être capitalisée.

**Produit 3.5. : L’exécution budgétaire est améliorée en anticipant la planification (DAO, marchés...) au niveau de la DMP et la DAF**

- **Elaborer et assurer la gestion administrative des contrats**

Pour l’élaboration et la gestion administrative des contrats, 145 contrats sur 150 ont abouti soit un taux d’exécution physique de 96,67%. Cette situation s’explique par la publication tardive des résultats de certains appels d’offres, l’absence de pièces pour l’élaboration des contrats et le retard de l’enregistrement des contrats (construction de latrines dans les villes de Tenkodogo et de Ouagadougou). L’activité n’a pas engendré de coût financier.

- **Exécuter le Plan de débloccage de fonds 2019 du Ministère**

Pour l’exécution du Plan de Débloccage de fonds 2019 du ministère, il était attendu un taux d’exécution de 100%. A la fin de l’année, le taux d’exécution du Plan de Débloccage de Fonds est de 94,6%. Cette situation est due à la non production dans les délais des pièces justificatives (rapports de vérification) pour le débloccage de la deuxième tranche et l’existence de certaines dépenses devenues sans objet. La transmission des pièces justificatives dans les délais permettrait d’atteindre les prévisions. L’activité n’a pas engendré de coût financier.

- **Elaborer le Plan de débloccage de fonds 2020 du Ministère**

Le Plan de débloccage de fonds 2020 du Ministère a été élaboré. Le taux d’exécution physique est de 100%. Le montant exécuté est de 3,5 millions de F CFA pour une programmation de 3.5 millions, soit un taux d’exécution financière de 100%

- **Elaborer le rapport de la revue à mi-parcours de l’exécution du budget 2019**

La revue à mi-parcours de l’exécution du budget a été élaborée au cours du premier semestre 2019. Le montant exécuté est de 3,5 millions de F CFA pour une programmation de 3.5 millions, soit un taux d’exécution financière de 100%.

**Produit 3.6. : La comptabilité matière est en place et opérationnelle dans les structures du secteur**

Pour ce produit, il était prévu de :

- recenser et immatriculer le patrimoine (mobilier et immobilier) et le matériel hors d'usage au niveau régional ;
- former les utilisateurs sur le logiciel de gestion du patrimoine ;
- faire l'inventaire de tous les biens meubles et immeubles de la DREA.

Au bilan, seul le recensement et l'immatriculation du patrimoine (mobilier et immobilier) et du matériel hors d'usage au niveau régional a pu être réalisée en raison du manque de ressources financières.

**Produit 3.7. : Les mécanismes de contrôle interne du ministère en charge de l'eau sont renforcés**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.



### III.4. Action 4 : Gestion des marchés publics

L'action a pour objectif opérationnel d'améliorer la gestion des marchés publics. Le taux d'exécution physique de l'action est de 98,14% en 2019, contre 66,00% en 2018. Au total 6,83 millions de FCFA ont été exécutés sur la base des activités capitalisées, soit un taux d'exécution financière de 100% contre 39,73% en 2018. Le tableau suivant donne la synthèse des réalisations physique et financière de l'action par produit.

**Tableau 9** : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 4 par produit

Actions/produits	Taux d'avancement au S1	Taux d'exécution physique annuel	Programmation financière révisée (en millions de FCFA) (a)	Total réalisation financière		Taux de réalisation financière global		Montant Exécutés Hors Programmation
				Base engagement (b)	Base liquidation (c)	Base engagement (d=b/a*100)	Base liquidation (e=c/a*100)	
<b>Action 4 : Gestion des marchés publics</b>	<b>31,24%</b>	<b>98,14%</b>	<b>6,83</b>	<b>6,83</b>	<b>6,83</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>0</b>
Produit 4.1. : Les capacités des acteurs des marchés publics sont renforcées	-	-	-	-	-	-	-	0
Produit 4.2. : L'exécution des plans de passation des marchés publics est améliorée en anticipant la planification (DAO, marchés...) au niveau de la DMP	31,24%	98,14%	6,83	6,83	6,83	100,00%	100,00%	0

Source : DGESS, 2020.

Dans la suite, il est présenté le bilan des activités de cette action par produit.

**Produit 4.1. : Les capacités des acteurs des marchés publics sont renforcées**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

**Produit 4.2. : L'exécution des plans de passation des marchés publics est améliorée en anticipant la planification (DAO, marchés...) au niveau de la DMP**

- **Elaborer et saisir le PPM 2020**

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) 2020 a été élaboré, saisi dans le Système intégré Informatisé des Marchés Publics (SIMP) en décembre 2019. L'activité n'a pas engendré de coût financier.

- **Elaborer des Dossiers d'Appel à Concurrence (DAC)**

Au titre de l'année 2019, il était attendu l'élaboration de 264 DAC. Au 31 décembre, date de clôture budgétaire, 253 DAC ont été effectivement élaborés, soit un taux d'exécution physique annuel de 95,83%. Cette activité n'a pas engendré de coût financier.

- **Proposer l'attribution des marchés**

Pour une programmation initiale annuelle de 311 marchés à attribuer 303 marchés ont été effectivement attribués. Le taux d'exécution physique annuel est de 97,43%. Le montant programmé de 6,83 millions de FCFA engagé et liquidé.

- **Suivre l'exécution des marchés attribués**

Pour une programmation initiale annuelle de 311 marchés à suivre, 303 marchés ont été effectivement suivis eu égard au nombre de marchés attribués. Le taux d'exécution physique en fin d'année est de 97,43%. Cette activité n'a pas engendré de coût.

- **Archiver les dossiers relatifs à la passation des marchés**

Il était prévu quatre séances d'archivage des dossiers relatifs à la passation des marchés dans l'année 2019 dont une séance par trimestre. Les quatre séances prévues pour l'année ont été effectivement tenues, ce qui correspond à un taux d'exécution physique de 100%. Cette activité n'a pas engendré de coût.

L'une des contraintes à la réalisation des activités de cette action réside dans la non disponibilité de salle d'archivage et de lignes budgétaires pour la DMP.

### III.5. Action 5 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques

L'objectif opérationnel de cette action est d'améliorer la planification des actions et le suivi évaluation de la performance du secteur. Le taux d'exécution physique de l'action est de 47,21% en 2019, contre 57,22% en 2018. Au total 85,16 millions de FCFA ont été exécutés sur la base des activités capitalisées dont 65,21 millions de FCFA base programmation et 19,95 millions de FCFA en hors programmation, soit un taux d'exécution financière base programmation de 23,81% contre 24,02% en 2018.

Le faible niveau de réalisation des activités cette action s'explique entre autre par l'insuffisance et la baisse des effectifs des agents de la DGESS, la difficulté liée à la non disponibilité de certains acteurs, partenaires de mise en œuvre de certaines activités.

Le tableau suivant donne la synthèse des réalisations physique et financière de l'action par produit.

**Tableau 10** : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 5 par produit

Actions/produits	Taux d'avancement au S1	Taux d'exécution physique annuel	Programmation financière révisée (en millions de FCFA) (a)	Total réalisation financière		Taux de réalisation financière global		Montant Exécutés Hors Programmation
				Base engagement (b)	Base liquidation (c)	Base engagement (d=b/a*100)	Base liquidation (e=c/a*100)	
<b>Action 5 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques</b>	<b>26,88%</b>	<b>47,21%</b>	<b>273,83</b>	<b>65,21</b>	<b>65,21</b>	<b>23,81%</b>	<b>23,81%</b>	<b>19,95</b>
Produit 5.1. : Un manuel de suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l'eau est élaboré	0,00%	0,00%	4	0	0	0,00%	0,00%	0
Produit 5.2. : Le dispositif de suivi-évaluation de la politique nationale de l'eau est fonctionnel et permet le renseignement des indicateurs retenus y compris les indicateurs d'effet et d'impact ainsi que ceux liés aux aspects transversaux	30,29%	55,89%	168,14	27,98	27,98	16,64%	16,64%	19,95
Produit 5.3. : La qualité des indicateurs d'accès à l'eau et à l'assainissement s'améliore progressivement et les méthodes de calcul s'harmonisent avec l'INSD	-	-	-	-	0	-	-	0
Produit 5.4. : Le potentiel des TIC est exploité pour le suivi et la diffusion des données du secteur	27,78%	55,56%	15	0	0	0,00%	0,00%	0

Actions/produits	Taux d'avancement au S1	Taux d'exécution physique annuel	Programmation financière révisée (en millions de FCFA) (a)	Total réalisation financière		Taux de réalisation financière global		Montant Exécutés Hors Programmation
				Base engagement (b)	Base liquidation (c)	Base engagement (d=b/a*100)	Base liquidation (e=c/a*100)	
Produit 5.5. : La fonctionnalité de la DGESS est renforcée et cette structure est reconnue comme une force de proposition pour l'amélioration de la qualité statistique des indicateurs et du renforcement de l'analyse prospective	19,23%	36,36%	57,99	32,53	32,53	56,09%	56,09%	0
Produit 5.6. : La politique nationale, les stratégies et instruments sectoriels sont continuellement adaptés en capitalisant les innovations et les leçons tirées de l'expérience	40%	50,00%	28,7	4,7	4,7	16,38%	16,38%	0

Source : DGESS, 2020.

Dans la suite, il est présenté le bilan des activités de cette action par produit.

**Produit 5.1 : Un manuel de suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l'eau est élaboré** **Elaboration des outils de collecte et de rapportage des cadres de concertations des cinq programmes du MEA**

- **Suivre l'élaboration du dispositif intégré de suivi-évaluation des cinq programmes de la SNE**

Il était prévu pour 2019, l'intégration des programmes PN-GIRE et PN-AH dans le Dispositif Intégré de Suivi Evaluation (DISE) actuelle. Initialement, l'activité était couplée avec le développement des applications DISE mais par la suite ces activités ont été scindées. Cette activité n'a pu être réalisée et a été reversée pour le Lot2 des missions courts terme de l'assistance technique du Programme d'Appui à la Politique Sectorielle "Eau et Assainissement" (PAPS-EA).

Néanmoins les Termes de références de l'activité ont été finalisés et transmis à l'AT-PAPS-EA pour enclencher la procédure de recrutement des consultants. L'état actuel de réalisation de cette activité n'a pas engendré de couts financiers. Les étapes restantes sont le recrutement du consultant et la conduite de l'étude.

**Produit 5.2 : Le dispositif de suivi-évaluation de la politique nationale de l'eau est fonctionnel et permet le renseignement des indicateurs retenus y compris les indicateurs d'effet et d'impact ainsi que ceux liés aux aspects transversaux**

- **Elaborer le rapport de la coopération du MEA**

L'activité prévue au quatrième trimestre n'a pas pu être réalisé pour insuffisance de ressources financières et de disponibilité des acteurs concernés. Le taux d'exécution physique est de 0%.

- **Elaborer le tableau de bord statistique 2016, 2017 et 2018 du secteur de l'eau**

Cette activité visait à produire les tableaux de bord 2016, 2017 et 2018. Cependant à l'issue de l'atelier de cadrage, il a été opté de produire les tableaux de bord 2016 et 2018. Le processus d'élaboration a permis au 31 décembre de disposer d'un projet du tableau de bord 2016 qui doit être amélioré puis soumis à validation en atelier. Celui de 2018 n'a pas connu d'avancée notable.

Cela est dû principalement à la faible mobilisation des acteurs impliqués dans l'élaboration dudit document. Le taux d'exécution physique est donc 0%.

- **Elaborer l'annuaire statistique 2017 et 2018**

Les deux documents ont été élaborés puis validés en atelier national. Le taux d'exécution physique est donc de 100%.

Le coût de réalisation s'élève à 5,14 millions de FCFA pour un montant programmé de 12 millions, soit un taux d'exécution financière global 42,83%.

- **Diffuser l'annuaire statistique 2017**

Prévue au troisième trimestre, cette activité visait à produire 50 exemplaires de chaque document et de les diffuser auprès des utilisateurs de données. Il était également prévu l'utilisation des moyens numériques (mail, site web et plateforme numérique).

Cependant en raison de la finalisation tardive des annuaires, aucune diffusion n'a pas été réalisée à la date du 31 décembre 2019. Le taux d'exécution physique est donc 0%.

- **Elaborer le rapport annuel de performance (RAP) 2018 du PPS**

Attendu pour le premier trimestre 2019, le RAP du PPS a été élaboré et validé lors de la première session 2019 du Conseil d'Administration du Secteur Ministériel (CASEM) tenu le 19 mars 2019. Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%.

Le coût de réalisation est de 2,66 millions de FCFA pour un montant programmé de 4 millions, soit un taux d'exécution financière de 66,55%.

- **Mettre en place et animer le comité de coordination centrale du Dispositif Intégré de Suivi-Evaluation (DISE)**

Pour la mise en place du comité, un projet d'arrêté a été soumis pour signature. Aussi, il était prévu une session du comité de coordination mais cette rencontre n'a pas pu se tenir en raison d'un manque de cadre formelle dû à la non signature de l'arrêté. Aucun montant financier n'a été engagé pour cette activité.

- **Mener les activités préparatoires de la collecte de données DISE (développement de l'outil mobile, note conceptuelle informatique, ...)**

Il était prévu que les activités préparatoires de la collecte de données DISE soient menées à 90%. Il s'agissait autre du développement de l'outil mobile de collecte des données, de l'obtention du Visa Statistique et de l'élaboration des modules d'apurement et de traitement des données.

Des séances de travail entre la DGESS, la Direction Générale de l'Eau Potable (DGEP) et la Direction Générale de l'Assainissement (DGA) ont eu lieu pour finaliser les fiches de collecte en lien avec l'eau potable et l'assainissement dans le cadre de la situation de référence des indicateurs dans les régions d'intervention du Programma d'Approvisionnement en Eau et Assainissement (PAEA).

Pour mener à bien la situation de référence, un groupe de travail a été mis en place constitué de l'ensemble des structures impliquées dans le DISE. Aussi, des rencontres avec l'INSD et les Assistances Techniques (PAPS-UE, PAGPS et GFA-GIZ) ont été eu lieu pour présenter l'activité et recueillir leurs suggestions.

Le taux physique de l'activité est de 33,33%. L'activité n'a pas engendré de cout financier.

- **Collecter les données à travers les outils DISE**

Cette activité devait se mener dans les quatre régions d'intervention du PAEA mais pour des raisons de disponibilité de matérielles de collecte de données (smartphones), il a été préconisé de reporter l'activité et de mettre en œuvre les activités préparatoires pour réaliser la situation de référence du DISE courant premier trimestre 2020.

Les activités préparatoires de la situation de référence sont en cours de réalisation. Cette activité de collecte ne totalise aucun coût financier.

- **Elaborer les comptes Nationaux de l'eau et de l'assainissement**

Cette activité avait pour objectif de renforcer la gouvernance du secteur de l'eau et de l'assainissement par un suivi adéquat des financements du secteur afin de mettre en exergue les caractéristiques capables de mieux informer les décideurs pour orienter les interventions publiques. A termes, le secteur devrait disposer des comptes pour les années 2016 à 2018. Au 31 décembre, le processus est toujours à la phase de collecte des données. En effet, les données ont été collectées essentiellement au niveau des acteurs centraux, régionaux du MEA et de l'ONEA.



Les données au niveau des acteurs externes (secteur privé, ménage, ONG/AD, PTF, etc.) n'ont pas encore été collectées d'une part dû à la faible mobilisation des moyens financiers, d'autres parts du aux conflits de calendriers. Le taux d'exécution physique est donc de 0%.

- **Elaborer les rapports trimestriels et annuel d'activités consolidés du Ministère**

Il était attendu quatre rapports, celui du bilan annuel 2018, du bilan au premier trimestre, du bilan au deuxième trimestre (30 juin) et le rapport au 30 septembre 2019. Le rapport bilan annuel 2018 et le rapport au 30 juin et le rapport au 30 septembre des activités ont été élaborés conformément à la programmation révisée. Celui du premier trimestre n'a pas été élaboré en raison de la validation tardive de la programmation annuelle intervenue en fin mars 2019.

Le taux d'exécution physique est de 100%. Sur une programmation financière de 11,34 millions de F CFA, environ 8,22 millions de F CFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 72,47%.

- **Elaborer le rapport de performance pour le déblocage de l'ABS**

Le rapport a été élaboré au deuxième trimestre et une séance d'assurance qualité s'est tenue avec les responsables des programmes AEP, AEUE, GIRE, PPS et l'ONEA concernés par l'ABS. Les montants susceptibles d'être décaissés s'élèvent à 7 millions d'euros soit 4 591,699 millions de FCFA pour la Coopération allemande (KFW) et 7,500 millions d'euros soit 4 919,678 millions de FCFA pour l'Union européenne. Le rapport a été par la suite transmis aux PTF (UE, KFW) pour les demandes de décaissement.

Le taux d'exécution physique est de 100%. Le coût de réalisation est de 3,92 millions de FCFA pour un montant programmé de 8 millions, soit un taux d'exécution financière global de 49,01%.

- **Tenir des sessions de réflexion sur la gestion des connaissance (Partage d'expérience)**

Deux sessions ont été tenues :

- la première les 23 et 24 juillet pour la collecte des produits auprès des structures du MEA ;
- la seconde du 19 au 21 septembre pour le référencement des produits sur le site web [www.eauburkina.org](http://www.eauburkina.org). Le taux physique est de 100%.

Le coût de réalisation est de 3,82 millions de FCFA pour un montant programmé de 5 millions, soit un taux d'exécution financière global de 76,40%.

- **Suivre les actions du PUS volet eau et assainissement**

Le suivi des activités du PUS volet Eau et Assainissement est trimestriel. Ainsi, quatre missions de suivi ont été effectuées dans la région du Sahel au cours de l'année 2019.

Les taux d'exécution physique est de 100%. Le coût de réalisation est de 1,85 millions de FCFA pour un montant programmé de 2,7 millions, soit un taux d'exécution financière global de 68,55%.

- **Elaborer les rapports trimestriels des projets et programmes du Ministère**

Il était attendu quatre rapports par an dont un rapport par trimestre. Trois rapports trimestriels ont été élaborés. Le taux d'exécution physique annuel est de 75%.

Le coût de l'activité est 2,37 millions de FCFA sur une programmation annuelle de 6,63 millions soit un taux d'exécution financière de 35,77%.

- **Elaborer le rapport annuel de performance (RAP) 2018 du MEA**

Attendu pour le premier trimestre 2019, le RAP du MEA a été élaboré et validé lors de la première session 2019 du Conseil d'Administration du Secteur Ministériel (CASEM) tenu le 19 mars 2019. Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%.

En plus des activités programmées, d'autres ont été réalisées en hors programmation. Il s'agit :

- **Elaboration du document d'opérationnalisation du DISE**

Dans le cadre de l'opérationnalisation du DISE, du 05 au 11 Juin 2019, un document de projet a été élaboré et dénommé « Projet d'Opérationnalisation du DISE (PRODISE) » avec la participation des structures impliquées dans la mise en œuvre du DISE ainsi que des structures partenaires (INSD et DGESS/MAAH). Il ne reste que la finalisation et la validation de ce document de projet.

Le montant total engagé pour la réalisation de cette activité s'élève à 4,04 millions de F CFA.

- **Test des indicateurs AFDH des programmes du Ministère**

Dans l'objectif d'améliorer la prise en compte des cinq (5) principes de l'AFDH dans la planification, la programmation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation en matière d'approvisionnement en eau potable, d'hygiène et d'assainissement, un test des indicateurs AFDH a été réalisé dans la région du Centre avec l'appui technique et financier de la Mission FAS'EAU de IRC. Le projet de rapport de l'étude a été élaboré et il ne reste que l'étape de la validation dudit rapport.

Le montant total engagé pour la réalisation de cette activité est de 11 millions de F CFA.

- **Formation des acteurs du DISE à l'utilisation du logiciel CsPro et CAPI**

Dans l'optique de la mise en œuvre du DISE, les membres du comité (20 agents) ont bénéficié de renforcement des capacités sur l'outil CsPro. A cet effet, deux sessions se sont tenues. La première sur l'utilisation du logiciel et la seconde sur les outils de collecte mobile des données CAPI à travers l'outil CsPro. Ces sessions se sont tenues avec l'appui financier et technique de la GIZ et du PAGPS.

Le coût de réalisation de l'activité s'élève à 4,91 millions de F CFA.

**Produit 5.3. : La qualité des indicateurs d'accès à l'eau et à l'assainissement s'améliore progressivement et les méthodes de calcul s'harmonisent avec l'INSD**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

**Produit 5.4. : Le potentiel des TIC est exploité pour le suivi et la diffusion des données du secteur**

- **Opérationnaliser la base de données des projets et programmes de concert avec la DSI**

L'activité initialement prévue pour le deuxième trimestre, a été reprogrammée pour le troisième trimestre mais n'a pas pu être réalisée pour un conflit de calendrier.

- **Diffuser sur Facebook et sur le site eaurkina des informations relatives aux activités de la DREA**

Dans le cadre de la diffusion des données du secteur, les structures centrales, les DREA et DPEA procèdent régulièrement au partage d'information à travers leurs pages Facebook, le site [www.eaurkina.org](http://www.eaurkina.org), [www.mea.gov.bf](http://www.mea.gov.bf) et les médias locaux. Ces initiatives d'utilisation des réseaux sociaux s'inscrivent dans une logique d'information mais aussi et surtout dans le souci de redevabilité des activités des différentes directions tout en tenant compte du contexte sécuritaire.

**Produit 5.5 : La fonctionnalité de la DGESS est renforcée et cette structure est reconnue comme une force de proposition pour l'amélioration de la qualité statistique des indicateurs et du renforcement de l'analyse prospective**

- **Former les cadres du PPS pour l'élaboration de la cartographie des risques du PPS**

Il était prévu de renforcer les capacités des cadres du PPS pour l'élaboration de la cartographie des risques du PPS. Cette formation doit se faire avec l'accompagnement des inspecteurs du service financier du MINEFID.

La formation n'a pas eu lieu mais les termes de référence de la formation sont disponibles. Le taux d'exécution physique est de 0% et celui financier est également de 0%.

La non tenue de la formation est due entre autres à des conflits de calendrier, la disponibilité des formateurs et l'indisponibilité des ressources financières.

- **Organiser des sessions de formation des points focaux de la DGESS**

Il était prévu de tenir deux sessions de formation des points focaux de la DGESS sur les outils de collecte de données du Ministère. Au cours du premier semestre, les points focaux ont bénéficié d'une formation sur le Programme Pilotage et Soutien et son plan d'action 2016-2020, ainsi que sur les outils de collecte et de rapportage du programme.

Aussi, au cours du second semestre, l'ensemble des outils ont été revu afin de prendre en compte les amendements formulés lors des sessions antérieures. A l'issue de cette activité, la DGESS en collaboration avec les responsables de programmes et l'appui du Programme d'Appui à la Gestion Publique et aux Statistiques (PAGPS) a organisé une session de formation des acteurs centraux et régionaux de la chaîne de collecte et de rapportage.

Le taux d'exécution physique est de 100%. Pour une programmation financière de 14,79 millions de F CFA, au total 12,21 millions de F CFA dont 4,92 de l'appui du PAGPS, ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 82,55%.

- **Organiser une journée de programmation du programme Pilotage et soutien**

Il était prévu une journée de programmation du programme Pilotage et soutien. Cette journée a été effectivement tenue et a abouti à la validation de la programmation 2019 du programme qui a été soumis pour examen au CASEM. Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%. Il était prévu un budget de 6 millions de FCFA, en définitive un montant de 2,45 millions de FCFA a été exécuté, représentant un taux de 40,83%.

- **Renforcer les capacités des cadres de la DGESS en "planification sensible au Genre et à l'AFDH"**

Il était prévu de renforcer les capacités des cadres de la DGESS en "planification sensible au Genre et à l'AFDH" avec l'accompagnement des du SP/CONAP/Genre.

La formation n'a pas eu lieu mais les termes de référence de la formation sont disponibles. Le taux d'exécution physique est de 0% et celui financier est également de 0%.

La non tenue de la formation est due entre autres à des conflits de calendrier, la disponibilité des formateurs et l'indisponibilité des ressources financières.

- **Renforcer les capacités des cadres de la DGESS en "Planification Opérationnelle et Suivi-évaluation Axées sur les résultats"**

Il était prévu de renforcer les capacités des cadres de la DGESS en "planification sensible au Genre et à l'AFDH" avec l'accompagnement des du SP/CONAP/Genre.

La formation n'a pas eu lieu mais les termes de référence de la formation sont disponibles. Le taux d'exécution physique est de 0% et celui financier est également de 0%.

La non tenue de la formation est due entre autres à des conflits de calendrier, la disponibilité des formateurs et l'indisponibilité des ressources financières.

- **Elaborer le manuel de procédure de la DGESS**

Il était prévu de doter la DGESS d'un manuel de procédure qui donnerait des instructions claires et précises sur l'ensemble des activités qu'elle réalise. Le consultant a été recruté en novembre 2019 mais après cela, aucune activité n'a été réalisée. Le taux d'exécution physique est de 0% et celui financier est également de 0%.

La non-exécution de cette activité est due principalement au retard accusé dans le recrutement du consultant.

- **Elaborer un plan de formation triennal de la DGESS**

Il était prévu d'élaborer un plan de formation triennal de la DGESS au troisième trimestre. Le document provisoire du plan est disponible, il a été élaboré par une équipe mise en place par la DGESS/MEA. Il reste sa validation par la DGESS. Ce plan définit les besoins de formation des agents de la DGESS sur la période 2019-2021. Le projet du plan de formation est disponible mais validé par les acteurs concernés.

Le taux d'exécution physique est estimé à 80% et le processus n'a pas engendrer de cout financier pour le moment.

Il est à noter qu'une formation proposée dans le document provisoire du plan a été déjà réalisée par la DGESS/MEA en deux (02) phases, il s'agit de la formation en « rédaction administrative ».

- **Elaborer le répertoire des projets et programmes**

Le répertoire 2019 des projets et programmes a été élaboré au premier semestre sans coût. Le taux d'exécution physique est de 100%. Il ressort qu'en 2019, le MEA comptait vingt (20) projets ou programmes de développement dont dix-neuf (19) en exécution et un (01) en démarrage. Les projets ou programmes en exécution sont repartis en trois catégories. Ce sont :

- les projets ou programmes de catégorie A, au nombre de huit (08) ;
- les projets ou programmes de catégorie 1, au nombre de un (01) ;
- les projets ou programmes de catégorie B, au nombre de deux (02) ;
- les projets ou programmes de catégorie C, au nombre de huit (08).

Le seul projet en démarrage est de la catégorie 1, conformément aux termes du décret n°2018-092/PRES/PM/MINEFID du 15/02/2018, portant règlementation générale des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso. Il s'agit du projet de réalisation de vingt-sept systèmes d'Adduction d'Eau Potable dans la région du Centre-Est.

- **Renforcer les capacités de suivi-évaluation des projets dans le renseignement des outils de collecte des données**

Cette activité n'a pas été réalisée pour insuffisance des ressources financières. Les ressources financières devraient être collectées auprès des projets mais n'ont pas pu l'être pour des problèmes de disponibilités financières.

- **Réaliser une session de formation sur les outils de collecte et de traitement de suivi des flux financiers dans le secteur de l'eau (TrackFin)**

L'atelier de formation s'est tenu à Ziniaré du 19 au 24 Août 2019. La formation a permis aux participants d'avoir des connaissances sur l'initiative TRACKFIN et de se familiariser avec l'outil Wash Account Production Tools (WAPT) de production des comptes WASH.

Le taux de réalisation est de 100%. Sur une programmation financière de 5 millions de F CFA, 8,42 millions de F CFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de plus de 100%.

- **Former les cadres de la DGESS sur la conception et la gestion des bases de données**

Il était prévu une session de formation au troisième trimestre au profit de 15 agents de la DGESS. L'activité n'a pas été réalisée en raison d'insuffisance de ressources financières. Néanmoins, les projets de termes de référence de l'atelier ont été élaborés. Ainsi aucune ressource financière n'a été engagée.

**Produit 5.6 : La politique nationale, les stratégies et instruments sectoriels sont continuellement adaptés en capitalisant les innovations et les leçons tirées de l'expérience**

- **Elaborer le projet annuel de performance (PAP) du PPS**

Il était prévu d'élaborer le PAP à part entière avec l'ensemble des responsables de programmes budgétaires du MEA mais il n'a pas pu être élaboré. Les termes de référence du document sont disponibles. Le taux d'exécution physique est de 0% et aucun montant n'a été dépensé.

Il faut noter qu'avec l'élaboration en mai 2019 de l'avant-projet de budget programme 2020-2022 du MEA, le PAP a été élaboré et fait partie intégrant de l'avant-projet de budget programme.

- **Elaborer le Plan d'actions ministériel 2019-2021 de la politique sectorielle EEA**

Au cours du premier semestre, le plan d'actions ministériel 2019-2021 de la politique sectorielle EEA a été élaboré et validé lors de la première session du CASEM conformément aux dispositions de la loi sur le pilotage et la gestion du développement. Le taux d'exécution physique est de 100%.

Cette activité a coûté 4,7 millions FCFA, sur un coût prévisionnel de 3 millions FCFA, soit un taux d'exécution financière de plus de 100%.

La mise en œuvre de cette activité a été confrontée à la difficulté de collecte des données et de maîtrise de renseignement des canevas transmis pour l'élaboration du rapport.

- **Organiser la diffusion des documents stratégique du sous-secteur (SNE, PS-EEA, les programmes...)**

Il était prévu d'organiser la diffusion des documents stratégique du sous-secteur « Eau et Assainissement » mais aucune rencontre n'a été organisée. Les termes de référence de la formation sont disponibles. Le taux d'exécution physique est de 0% et celui financier est également de 0%.

Les difficultés rencontrées sont entre autres l'indisponibilité des ressources financières et les conflits de calendrier. Aussi, l'activité doit être réalisée en collaboration avec les différentes structures responsables de programmes du MEA et cela implique que ces structures participent pleinement et apportent également des ressources financières.



### III.6. Action 6 : Gestion des ressources humaines

L'objectif opérationnel de cette action est d'« assurer une gestion efficiente, efficace et de qualité des ressources humaines du ministère ». Le taux d'exécution physique de l'action est de 80,10% en 2019, contre 86,27% en 2018. Au total 55 millions de FCFA ont été exécutés sur la base des activités capitalisées, soit un taux d'exécution financière de 69,18% contre 15,77% en 2018. Le tableau suivant donne la synthèse des réalisations physique et financière de l'action par produit.

**Tableau 11** : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 6 par produit

Actions/produits	Taux d'avancement au S1	Taux d'exécution physique annuel	Programmation financière révisée (en millions de FCFA) (a)	Total réalisation financière		Taux de réalisation financière global		Montant Exécutés Hors Programmation
				Base engagement (b)	Base liquidation (c)	Base engagement (d=b/a*100)	Base liquidation (e=c/a*100)	
<b>Action 6 : Gestion des ressources humaines</b>	<b>14,81%</b>	<b>80,10%</b>	<b>79,5</b>	<b>55</b>	<b>55</b>	<b>69,18%</b>	<b>69,18%</b>	<b>0</b>
Produit 6.1 : Un plan de développement et de gestion prévisionnelle de ressources humaines des acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement est élaboré et mis en œuvre	22,22%	71,50%	56	30	30	53,57%	53,57%	0
Produit 6.2. : Un programme pour améliorer les capacités managériales des responsables est élaboré et mis en œuvre	0,00%	94,44%	23,5	25	25	106,38%	106,38%	0

Source : DGESS, 2020.

Dans la suite, il est présenté le bilan 2019 des activités de cette action par produit.

## **Produit 6.1 : Un plan de développement des ressources humaines du ministère de l'eau et de l'assainissement est élaboré et mis en œuvre**

- **Assurer le suivi de l'étude du plan de développement des ressources humaines (PDRH) du MEA**

Il était programmé initialement six (06) rencontres du comité de suivi de l'étude du Plan de Développement des Ressources Humaines (PDRH). Cependant, cette programmation a été révisée et ramenée à cinq (05) rencontres. Au total, trois (03) rencontres ont été organisées, dont deux (02) réunions dudit comité qui ont eu lieu respectivement les 19 février et 03 mai 2019 à Ouagadougou et un atelier de validation du rapport diagnostic de l'étude auquel a pris part le comité qui a eu lieu les 14 et 15 novembre 2019 à Ouagadougou.

Le taux d'exécution physique annuel est de 60%. Pour une programmation financière de 15 millions de FCFA, 5 millions ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 33,33%.

- **Décrire les postes de travail des structures du ministère**

Il était prévu la description des postes de travail de 49 structures au cours de l'année. Le processus de description des postes de travail des structures techniques du MEA a commencé en avril 2019, les données ont été collectées dans toutes les treize (13) directions régionales du MEA et dans toutes les structures techniques au niveau central au cours des mois de mai et octobre.

Le traitement et l'analyse des données ont permis d'identifier la famille professionnelle et les emplois types. Mais les travaux ont été suspendus dans tous les ministères concernés sur instruction du ministère en charge de la fonction publique.

Le taux d'exécution physique annuel est de 70,82%. Pour une programmation financière annuelle de 25 millions de FCFA, 12 millions de FCFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 48%.

- **Organiser les recrutements sur concours directs et professionnels 2019**

Il est prévu l'organisation de trois (03) concours de recrutement d'agents (concours professionnels, concours directs et mesures nouvelles). Les résultats des concours professionnels ont été proclamés en octobre, ceux des concours directs en décembre et le processus des concours mesures nouvelles est en cours. Les dossiers des candidats ont été réceptionnés du 26 décembre au 8 janvier 2020 et validés. Et les autres phases se poursuivent en janvier.

Le taux d'exécution physique annuel est de 66,67%. Pour une programmation financière de 13 millions de F CFA, 13 millions de F CFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 100%.

- **Numériser et archiver les actes de carrières des agents du MEA**

La programmation annuelle portait sur la numérisation et l'archivage de 600 dossiers individuels des agents du MEA. Il est à noter que ces actes n'ont pas été numérisés par dossiers individuels c'est-à-dire par agents, rendant l'évaluation de l'activité complexe. Ainsi, l'activité a été reformulée.

Au terme de l'année, 1006 actes de carrières ont été numérisés et archivés correspondant à un taux d'exécution physique annuel de 100%. Pour une programmation financière de 3 millions de F CFA, environ 0,5 millions de F CFA ont été engagés liquidés, soit un taux d'exécution financière 12,5 %.

- **Traiter les avancements 2018 des agents du MEA**

Il était attendu le traitement des avancements 2018 de 300 agents du MEA en 2019. Au total, 270 actes d'avancement ont été signés correspondant à un taux d'exécution physique annuel de 90%.

L'activité n'a pas engendré de coûts financiers.

**Produit 6.2. : Un programme pour améliorer les capacités managériales des responsables est élaboré et mis en œuvre**

- **Organiser des sessions de formations des agents du ministère**

Neuf (09) sessions de formation étaient initialement prévues. L'activité a été révisée et ramenées à six (06). Sur les six (06) sessions, cinq (05) ont été organisées à l'endroit des secrétaires, des agents de liaison et agents de bureau, des agents de la DRH et des agents nouvellement recrutés sur mesures nouvelles 2018.

Le taux d'exécution physique annuel est de 83,33%. La totalité du montant programmé de 20 millions de F CFA, a été engagée et liquidée, soit un taux d'exécution financière de 100%.

- **Organiser une séance de sensibilisation sur le VIH/SIDA**

Pour l'année 2019, il était prévu d'organiser une séance de sensibilisation sur le VIH/SIDA. Cette activité a été menée en décembre 2019 à Koudougou, soit un taux d'exécution physique de 100%. La totalité du montant programmé de 2 millions de F CFA, a été engagée et liquidée, soit un taux d'exécution financière de 100%.

- **Tenir une rencontre avec les responsables des ressources humaines des structures du ministère**

Du 20 au 22 novembre à Ziniaré, s'est tenue la rencontre avec les responsables des ressources humaines des structures du ministère. Cette rencontre a servi de cadre d'échanges sur la problématique de la gestion des actes de carrières.

Le taux d'exécution physique est de 100%. Pour une programmation annuelle de 1,5 millions de FCFA, 3 millions de F CFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 200%.

### III.7. Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives

L'objectif opérationnel de l'action 7 est d'« assurer la gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives du ministère ». Le taux d'exécution physique de l'action est de 82,37% en 2019, contre 69,22% en 2018. Au total 116,47 millions de FCFA ont été exécutés sur la base des activités capitalisées, soit un taux d'exécution financière base programmation de 42,91% contre 27,79% en 2018. Le tableau suivant donne la synthèse des réalisations physique et financière de l'action par produit.

**Tableau 12 :** Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 7 par produit

Actions/produits	Taux d'avancement au S1	Taux d'exécution physique annuel	Programmation financière révisée (en millions de FCFA) (a)	Total réalisation financière		Taux de réalisation financière global		Montant Exécutés Hors Programmation
				Base engagement (b)	Base liquidation (c)	Base engagement (d=b/a*100)	Base liquidation (e=c/a*100)	
<b>Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives</b>	<b>16,41%</b>	<b>82,37%</b>	<b>271,46</b>	<b>116,47</b>	<b>116,47</b>	<b>42,91%</b>	<b>42,91%</b>	<b>0</b>
Produit 7.1 : Le MEA dispose d'un schéma directeur informatique	-	-	-	-	-	-	-	0
Produit 7.2 : Les applications métier du MEA sont développées	28,57%	85,71%	69,6	17,1	17,1	24,57%	24,57%	0
Produit 7.3 : Toutes les structures du MEA sont connectées au réseau	29,17%	100,00%	89	74,05	74,05	83,20%	83,20%	0
Produit 7.4. : Le plan d'équipement du parc informatique du MEA est élaboré et mis en œuvre	-	-	-	-	-	-	-	0
Produit 7.5 : L'exploitation et la maintenance du système informatique du MEA sont assurées	-	-	-	-	-	-	-	0
Produit 7.6 : Les capacités du personnel pour l'usage optimal et sécurisé des TIC sont renforcées	22,02%	58,94%	61,36	15,76	15,76	25,68%	25,68%	0
Produit 7.7. : Le MEA dispose d'un réseau d'archivage et de documentation	0,00%	88,89%	10	6,67	6,67	66,70%	66,70%	0
Produit 7.8 : Toute la masse documentaire du MEA en attente est numérisée	0,00%	97,78%	20,5	0	0	0,00%	0,00%	0
Produit 7.9 : Le MEA dispose d'outils de gestion des archives	0,00%	66,67%	21	2,9	2,9	13,81%	13,81%	0

Source : DGESS, 2020.

Dans la suite, il est présenté le bilan des activités de cette action par produit.

### **Produit 7.1 : Le MEA dispose d'un schéma directeur informatique**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

### **Produit 7.2 : Les applications métier du MEA sont développées**

- **Finaliser et déployer l'application de suivi du PNDES SUIPEA**

La plateforme de suivi des réalisations du PNDES volet Eau et Assainissement (SUIPEA) a été finalisée et déployée en ligne. Elle est accessible à l'adresse [www.suipea.eaubf.net](http://www.suipea.eaubf.net). Les responsables suivi-évaluation de chaque structure concernée ont été formés en février 2019 sur la prise en main de l'outil.

Le taux d'exécution physique de cette activité est donc de 100%. Sur une programmation de 0,5 millions de FCFA, environ 3,5 millions ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de plus de 100%.

- **Réaliser une étude conceptuelle pour le développement de l'application de gestion des agréments techniques**

L'étude conceptuelle a été réalisée au premier semestre grâce à un diagnostic de l'existant en matière de gestion des agréments techniques. Elle s'est poursuivie au second semestre avec la modélisation de l'application. Le document de l'étude conceptuelle étant disponible à la DSI.

Le taux de réalisation physique de cette activité est de 100%. L'activité a coûté 2 millions de FCFA pour une programmation de 9 millions de FCFA soit un taux d'exécution financière de 22,22%.

- **Réaliser une étude conceptuelle pour la réalisation de la plateforme web de suivi de l'exploitation des AEPS en milieu rural**

L'activité n'a pas pu se tenir pour manque de moyens financiers.

- **Développer l'application de gestion des agréments techniques**

L'application de gestion des agréments techniques a été développée et mise en ligne. Elle est accessible à l'adresse web suivante : <https://agrement.eaubf.net/>.

Le taux de réalisation physique de cette activité est de 100%. Sur une programmation de 15 millions de FCFA, deux (02) millions de FCFA ont été engagés et liquidés, soit un taux de réalisation financière de 13,33%.

- **Elaborer les manuels pour l'exploitation des logiciels métiers**

Il était prévu la réalisation de quatre (4) manuels d'exploitation des logiciels métiers au cours de l'année. Les quatre manuels ont été effectivement élaborés pour deux applications. Il s'agit du guide utilisateur, du manuel de déploiement, du document conceptuel du logiciel SUIPEA (application de suivi des indicateurs du PNDES du secteur de l'Eau et de l'Assainissement) et du guide utilisateur pour l'application de gestion des courriers SICO.

Le taux d'exécution physique annuel de cette activité est de 100%. Le coût de réalisation de l'activité s'élève à 3,1 millions de FCFA sur une programmation annuelle de 6,1 millions de FCFA correspondant à un taux d'exécution financière annuel de 50,82%.

- **Mettre en place une plateforme de diffusion des indicateurs du secteur de l'AEPA**

La plateforme a été mise en place et accessible à l'adresse web [www.carteau.gov.bf](http://www.carteau.gov.bf). Cette activité a été réalisée avec le soutien de l'ANPTIC entrant dans le cadre du projet BODI (Burkina Open Data Initiative).

Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%. L'activité a été financièrement prise en charge par l'ANPTIC.

- **Déployer et paramétrer le logiciel de gestion du parc informatique GLPI**

Le logiciel de gestion du parc informatique GLPI a été paramétré et déployé à la DSI, il est accessible à l'adresse : [10.7.8.230 /glpi](http://10.7.8.230/glpi) depuis le RESINA. Ce logiciel permet d'inventorier automatiquement les postes de travail avec leurs caractéristiques et permettra aux utilisateurs d'émettre des requêtes d'assistance auprès de la DSI à partir de leurs ordinateurs. En outre il permet de suivre les interventions de la DSI. Une opération d'inventaire des ordinateurs s'avère nécessaire pour faciliter à l'avenir l'assistance des utilisateurs.

Le taux d'exécution physique annuel de l'activité est de 100%. Pour une programmation de 5 millions de FCFA, environ 3,5 millions de FCFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 70%.

### **Produit 7.3 : Toutes les structures du MEA sont connectées au réseau**

- **Réaliser et réhabiliter des réseaux locaux des structures**

Le réseau local de la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement du Plateau Central a été réhabilité. Le bâtiment de la DGESS a été câblé, le projet PAEA a eu un réseau local interconnecté à l'ADSL, Il y a eu la réhabilitation du réseau du siège du projet PDIS à Bobo Dioulasso.

Cette activité a connu une réalisation physique de 100%. Sur une programmation financière initiale de 30 millions, 19 millions ont été engagés et liquidés, soit une réalisation financière de 63,33%.

- **Mettre en place une salle serveur équipée**

Pour l'année 2019, il a été mis en place une salle serveur qui est fonctionnelle et qui compte à son actif deux (02) serveurs, une baie de stockage pour le stockage des données, un switch KVM pour administrer les serveurs.

Cependant la configuration de la salle ne prédispose pas à un bon fonctionnement des équipements. Le climatiseur de la salle ne fonctionnant pas et les vitres des fenêtres très fragiles pour garantir la sécurité physique des équipements.

Les taux de réalisation physique est de 100%. Le montant engagé et liquidé s'élève à 33,90 millions de FCFA, pour une programmation de 40 millions de FCFA, soit un taux d'exécution financière de 84,73%.

- **Interconnecter des structures au RESINA**

Il était prévu l'interconnexion de trois (03) structures au RESINA au cours de l'année. En fin 2019, le bâtiment de la DGESS, de la DREA Plateau Central, de la DREA Sud-Ouest ont pu être connectés au RESINA. En plus des trois, il y'a le PDIS qui connecté au RESINA par la fibre optique.

Le taux de réalisation physique annuel de cette activité est de 100%. L'activité a coûté 4 millions de FCFA sur une programmation financière de 3 millions de FCFA, soit un taux de réalisation financière de plus de 100%.



- **Mettre en place un réseau secours**

Cette activité consistait en l'installation de l'ADSL au sein du MEA. Au total quatre points d'accès wifi sont installés et prennent leur source de deux lignes ADSL de 8 Mbit de débit chacune.

Le taux de réalisation physique de l'activité est de 100%. Sur une programmation financière de 3 millions de FCFA, 3,35 millions de FCFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de plus de 100%. Cet excédent s'explique par le coût du marché qui a été facturé au montant ci-dessus mentionné.

- **Assurer l'exploitation et la maintenance continues des ressources informatiques (équipement et assistance)**

Au cours de l'année 2019, 608 interventions en maintenance ou assistance ont été réalisées sur une prévision de 400. Il s'agit des actions de résolution des incidents liés au matériel (ordinateurs, imprimantes, etc.) et du réseau informatique, des actions d'assistance permanente des utilisateurs dans l'exploitation des ressources et des actions de sécurisation des ressources à travers l'installation et la mise à jour des solutions de sécurisation informatique.

Le taux d'exécution physique est de 100%. Sur une programmation de 13 millions de FCFA, 13,80 millions de FCFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de plus de 100%.

**Produit 7.4. : Le plan d'équipement du parc informatique du MEA est élaboré et mis en œuvre**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

**Produit 7.5 : L'exploitation et la maintenance du système informatique du MEA sont assurées**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

**Produit 7.6 : Les capacités du personnel pour l'usage optimal et sécurisé des TIC sont renforcées**

- **Former des utilisateurs aux applications et logiciels métiers (SIPRO, SUIPEA, SICO, ...)**

Il était prévu la formation de 90 utilisateurs aux applications et logiciels métiers. Au total 47 agents ont été formés sur les logiciels SIPRO et SUIPEA, soit un taux d'exécution financière de 52,2%.

Sur les 14,13 millions de F CFA programmés, environ 2,13 millions de F CFA ont été engagés et liquidés soit un taux d'exécution financière de 15,07%.

- **Former le personnel du ministère en sécurité informatique**

Des sessions de formation en sécurité informatique ont été tenues à l'endroit des membres du conseil de cabinet et des secrétaires du MEA. Au total 77 agents du MEA ont été formés sur une prévision de 100, soit un taux de réalisation physique de 77%.

Le montant engagé et liquidé s'élève à 4,53 millions de F CFA sur une programmation de 16,23 millions de F CFA, soit un taux d'exécution financière de 27,89%.

- **Former le personnel du ministère sur les logiciels usuels récents**

En 2019, au total 46 agents du MEA ont bénéficiés de renforcement de capacités en Excel avancé et Outlook, sur une prévision de 80, soit une réalisation physique de 57,50%

Sur une prévision de 16 millions de F CFA, 5 millions de F CFA ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 31,25 %.

- **Former les utilisateurs sur l'administration du site web et l'utilisation la messagerie professionnelle du MEA**

Quatre agents de la DCPM et de la DSI ont été formés sur le nouveau site web du MEA. Une autre formation devait se tenir à l'endroit des utilisateurs sur la messagerie gouvernementale. Cependant suite aux dysfonctionnements constatés sur l'outil, il a été jugé utile d'annuler la formation en attendant le rétablissement de la plateforme.

La réalisation physique de l'activité est estimée à 8%. La prise en charge financière a été assurée par l'ANPTIC (l'Agence National de Promotion des TIC).

- **Mettre en place des correspondants informatiques dans les différentes structures**

Cette activité a pour mission de désigner des répondants informatiques dans les différentes structures du MEA. La description des postes des correspondants informatiques est réalisée et des correspondances ont été envoyées aux différentes structures pour la désignation des profils correspondants. Dix-neuf structures du MEA disposent de correspondants informatiques qui constituent la passerelle entre la DSI et leurs structures respectives. Il s'agit des treize (13) DREA, de la DGESS, du SP/GIRE, de la DGA, de la DGIH, de la DGRE et de la DGEP.

Le taux d'exécution physique de l'activité est de 100%. Sur une programmation de 05 millions de F CFA, au total 4,1 millions ont été engagés et liquidés, soit un taux d'exécution financière de 82%.

**Produit 7.7. : Le MEA dispose d'un réseau d'archivage et de documentation**

- **Former les correspondants archives sur la Gestion Electronique des Documents (GED)**

En 2019, il était prévu la formation de 36 correspondants archives sur la gestion électronique des documents (GED). Au terme de l'année, 32 correspondants ont été formés. Soit un taux d'exécution physique annuel de 88,88%. Le cout de l'activité s'élève à 6,67 millions de FCFA pour une programmation financière de 10 millions de FCFA, soit un taux d'exécution financière annuel de 66,7%.

**Produit 7.8 : Toute la masse documentaire du MEA en attente est numérisée**

- **Numériser le passif du MEA**

Il était prévu en 2019 la numérisation du passif du MEA à 75%. En fin 2019, le passif du MEA a été numérisé à 70%, soit un taux d'exécution physique annuel de 93,33%. La réalisation de l'activité n'a pas engendré de cout.

- **Mettre à jour de la base de données documentaire**

La base de données documentaire a été mise à jour, ce qui correspond à un taux d'exécution physique annuel de 100%. L'activité n'a pas engendré de cout.

- **Traiter le passif du MEA**

Le passif du MEA a été traité, soit un taux d'exécution physique annuel de 100%. L'activité n'a pas engendré de cout.

**Produit 7.9 : Le MEA dispose d'outils de gestion des archives**

- **Présenter et mettre en œuvre des outils de gestion des archives dans les différents services du MEA**

En 2019, il était attendu la présentation de quatre outils de gestion des archives. Au terme de l'année, on note que les quatre outils ont été présentés aux différentes structures du MEA.

Le taux d'exécution physique annuel est de 100%. Le cout de l'activité s'élève à 2,9 millions de FCFA, pour une programmation financière de 7 millions de FCFA, soit un taux d'exécution financière annuel de 41,42%.

- **Réaliser les dossiers documentaires**

L'activité n'a pas pu être réalisée.

- **Faire l'inventaire du fonds documentaire (identification, vérification des côtes, récolement et rangement sur les rayonnages)**

L'inventaire du fonds documentaire a été réalisé, soit un taux d'exécution physique de 100%. L'activité n'a pas engendré de cout.

### III.8. Action 8 : Renforcement de l'intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l'eau

L'objectif opérationnel de l'action est d'« assurer une prise en compte effective du genre et des droits humains dans le secteur eau et assainissement ». Le taux d'exécution physique de l'action est de 87,5% en 2019. Au total 27,57 millions de FCFA ont été exécutés sur la base des activités capitalisées dont 13,37 millions de FCFA base programmation et 14,20 millions de FCFA en hors programmation, soit un taux d'exécution financière base programmation de plus de 100%. Le tableau suivant donne la synthèse des réalisations physique et financière de l'action par produit.

**Tableau 13 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 8 par produit**

Actions/produits	Taux d'avancement au SI	Taux d'exécution physique annuel	Programmation financière révisée (en millions de FCFA) (a)	Total réalisation financière		Taux de réalisation financière global		Montant Exécutés Hors Programmation
				Base engagement (b)	Base liquidation (c)	Base engagement (d=b/a*100)	Base liquidation (e=c/a*100)	
<b>Action 8 : Renforcement de l'intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l'eau</b>	<b>0,00</b>	<b>87,50%</b>	<b>7,1</b>	<b>13,37</b>	<b>13,37</b>	<b>188,24%</b>	<b>188,24%</b>	<b>14,2</b>
Produit 8.1. : Le document de stratégie pour la promotion du Genre et des Droits humains dans le secteur de l'eau est élaboré et mis en œuvre	0,00%	75,00%	6	3,65	3,65	60,83%	60,83%	0
Produit 8.2. : Des actions de veille citoyenne, de contrôle citoyen de l'action publique, d'interpellations des autorités publiques et de revendication sont promues	0,00%	100,00%	1,1	9,72	9,72	883,18%	883,18%	0
Produit 8.3. : La DGESS dispose des ressources humaines (effectifs et profils) et des ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie Genre et Droits Humains	-	-	-	-	-	-	-	0
Produit 8.4. : La DRH dispose des outils et moyens pour la promotion du Genre au sein Ministère chargé de l'eau	-	-	-	-	-	-	-	14,2

Source : DGESS, 2020.

Dans la suite, il est présenté le bilan des activités de cette action par produit.

**Produit 8.1. : Le document de stratégie pour la promotion du Genre et des Droits humains dans le secteur de l'eau est élaboré et mis en œuvre**

- **Actualiser le plan d'actions de la cellule Genre du MEA**

Il était prévu d'actualiser le plan d'actions de la cellule Genre du MEA mais il s'agissait en réalité d'actualiser le programme d'activité 2019 de la cellule Genre.

La cellule genre du MEA rencontrait des difficultés de fonctionnelles occasionnées entre autres par la mobilité de certains de ces membres. Pour résoudre cela, la DGESS a procédé à la redynamisation de la cellule qui a abouti à la désignation de nouveaux membres ou à la confirmation des anciens et la tenue de la première rencontre de la cellule le 30 septembre 2019.

Suite à cette rencontre, le programme d'activités 2019 de la cellule Genre a été actualisée et la majorité des activités ont été mises en œuvre en hors programmation.

Le taux d'exécution physique est de 100%. L'activité n'a pas engendré de coût financier.

- **Suivre l'élaboration de la stratégie pour la promotion du genre et des droits humains dans le sous-secteur**

Il était prévu six (06) rencontres de suivi de l'élaboration de la stratégie et trois ont été effectivement tenues. Il s'agit de la rencontre avec le partenaire technique et financier en l'occurrence la GIZ sur les documents définitifs attendus à savoir un document de stratégie et un manuel d'intégration des concepts et principes dans le sous-secteur et de la rencontre d'amendement des termes de références. A l'issue de cette dernière, il est ressorti d'élaborer une stratégie pour la promotion du genre et des droits humains dans le sous-secteur « Eau et Assainissement ». La troisième rencontre fut celle qui a lancé le démarrage des travaux de ladite stratégie.

La non tenue des trois (03) autres rencontres est due au retard accusé par le processus de recrutement du consultant et à des conflits de calendrier qui ont entraîné des reports d'activités.

Le taux d'exécution physique est estimé à 50%. Sur un montant de 5 millions de F.CFA programmé, au total 3,65 millions de F CFA ont été dépensés, soit un taux d'exécution physique de 73%.

**Produit 8.2. : Des actions de veille citoyenne, de contrôle citoyen de l'action publique, d'interpellations des autorités publiques et de revendication sont promues**

Des actions majeures de veille et d'interpellation ont été réalisées en hors programmation dans les régions. Ces actions sont résumées dans le tableau suivant :

**Tableau 14 :** Bilan des actions de promotion de la veille citoyenne et d'interpellation dans les régions

REGION	ACTIONS	STRUCTURES DE MISE EN ŒUVRE
Boucle du Mouhoun	Organisation des actions de sensibilisation et d'interpellation des autorités publiques dans les communes de Dédougou et de Nouna	SPONG
	Organisation de théâtre forum et d'émissions radiophonique sur l'éducation, la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement	Centre d'Information, de formation et d'Etude sur le Budget (CIFOEB)
	Formation d'association locale de jeunes pour réaliser la veille citoyenne	Commune de Yako
	Organisation de journées de redevabilité dans les communes	08 (Kiembara, Kona, Djibasso, Madouba, Nouna, Bondoukuy, Tchériba, Gossina)
Cascades	Formation sur le thème "genre et approche fondée sur les droits humains : implications pour les autorités communales"	Communes
Centre	Etude sur la situation de référence en assainissement des communes de Tanghin Dassouri et Komki-Ipala	Eau Vive
	Réalisation d'une campagne toilettes propres avec la visite de 36 structures de la région	
Hauts Bassins	interpellations sur le prélèvement d'eau brute et l'utilisation des produits chimiques aux abords des retenues d'eaux de la Région	SPE/DREA
	Formation sur l'AFDH à l'endroit des élus locaux et des agents de la DREA	ONEA
Est	Formation des agents de la DREA sur l'AFDH	IRC
	Tenue de quatre (04) sessions du Comité de suivi citoyen de la commune de Namounou	TIN TUA
Nord	Tenue du Cadre de Concertation Communale	Sollé, Tangaye, Samba, Kirsi, Kossouka
	Tenue d'un Espace de Dialogue et d'Interpellation Communautaire dans la commune	Commune de Yako
	Organiser des activités WASH-UNITED au profil des élèves venus pour l'examen spécial du CEP	DREA
	Des plaintes enregistrées	commune
Sahel	Organisation d'une journée d'interpellation	Mairie de Gorom-Gorom
	Organisation d'une rencontre d'échange avec les AUE sur la gestion des PMH	Mairie de Sempelga
	Rencontre d'échange autour d'un conflit relatif à l'accaparement d'une PMH du village de Katchirga	Mairie de Dori

Source : rapport bilan régionaux 2019 du programme PPS.

**Produit 8.3. : La DGESS dispose des ressources humaines (effectifs et profils) et des ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie Genre et Droits Humains**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

**Produit 8.4. : La DRH dispose des outils et moyens pour la promotion du Genre au sein Ministère chargé de l'eau**

Aucune activité n'avait été programmée. Cependant, au cours de l'année, des activités hors programmation ont été réalisées. Il s'agit :

- **Renforcer des capacités des membres de la cellule genre du MEA en leadership d'animation**

Les capacités des membres de la cellule genre du MEA ont été renforcées en leadership d'animation avec le soutien financier de la GIZ. Ce renforcement de capacité va permettre aux membres de la cellule de mieux exécuté leur mission.

Le cout de cette formation s'élève à 4,5 millions de francs CFA.

- **Renforcer des capacités des membres de la cellule genre du MEA sur les concepts et outils Genre, Approche Fondée sur les Droits Humains (AFDH) et Leave No One Behind (LONB)**

Les capacités des membres de la cellule genre du MEA ont été renforcées sur les concepts et outils Genre, AFDH et LNOB avec le soutien financier de la GIZ. Ce renforcement de capacité va permettre aux membres de la cellule de mieux exécuté leur mission et de suivre l'élaboration de la stratégie Genre, AFDH et LNOB.

Le cout de cette formation s'élève à 5,8 millions de francs CFA.

- **Organiser une tournée de présentation de la cellule Genre du MEA auprès des directions régionales de l'eau et de l'assainissement et des Agences de l'eau**

La cellule Genre du MEA a organisé une tournée de présentation et d'échange de la cellule Genre du MEA auprès des directions régionales de l'eau et de l'assainissement et des Agences de l'eau (Centre Est, Centre Nord, Centre Sud, Est, Plateau Central, Sahel, DG-AEN, DG-AEG et AEL).



Cette tournée est la suite logique de celle organisée en 2018 dans d'autres régions. Elle a permis de :

- faire une présentation sur les missions de la cellule Genre, ses attributions et dresser un bilan des activités qu'elle a mené depuis sa création ;
- discuter avec les acteurs régionaux sur les mécanismes de prise en compte du Genre dans les documents stratégiques du MEA ;
- recueillir des propositions de solutions pour la dynamisation et le renforcement de la visibilité de la cellule Genre du MEA ;
- présenter le projet de plan d'actions 2020-2022 de la cellule.

Le cout de cette formation s'élève à 3,9 millions de francs CFA.

### III.9. Action 9 : Promotion du partenariat

L'objectif opérationnel de l'action est d'« améliorer l'environnement d'intervention des acteurs du secteur ». Le taux d'exécution physique de l'action est de 100% en 2019, contre 62,50% en 2018. Au total 121,69 millions de FCFA ont été exécutés en hors programmation. Le tableau suivant donne la synthèse des réalisations physique et financière de l'action par produit.

**Tableau 15 : Synthèse de l'exécution physique et financière de l'action 9 par produit**

Actions/produits	Taux d'exécution physique S1	Taux d'exécution physique annuel	Programma tion financière révisée (en millions de FCFA) (a)	Total réalisation financière		Taux de réalisation financière global		Montant Exécutés Hors Programmation
				Base engagement (b)	Base liquidation (c)	Base engagement (d=b/a*100)	Base liquidation (e=c/a*100)	
<b>Action 9 : Promotion du partenariat</b>	<b>0,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>121,69</b>
Produit 9.1 : Un cadre de dialogue spécifique entre le ministère en charge de l'eau et le secteur privé est établi et fonctionne	0,00%	-	-	-	-	-	-	0
Produit 9.2. : La procédure d'agrément des bureaux d'études et des entreprises est plus rigoureuse et un mécanisme d'audit / suivi est mis en place	-	-	-	-	-	-	-	0
Produit 9.3 : Les initiatives des collectifs professionnels du secteur privé sont accompagnées	-	-	-	-	-	-	-	61,55
Produit 9.4. : Une étude d'identification des leviers de la promotion du PPP pour le développement des services eau et assainissement est réalisée	-	-	-	-	-	-	-	0
Produit 9.5. : Les recommandations de l'étude PPP sont mises en œuvre et suivies	-	-	-	-	-	-	-	0
Produit 9.6. : Une plateforme OSC-Ministère en charge de l'eau est opérationnelle et efficace	-	-	-	-	-	-	-	2,89
Produit 9.7 : Les capacités et compétences nécessaires aux ONG affiliées au Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement sont renforcées	-	-	-	-	-	-	-	56,87
Produit 9.8. : Les ONG et associations respectent les modalités formelles de collaboration avec les institutions publiques sectorielles	0,00%	100,00%	7	0	0	0,00%	0,00%	0

Actions/produits	Taux d'exécution physique S1	Taux d'exécution physique annuel	Programmation financière révisée (en millions de FCFA) (a)	Total réalisation financière		Taux de réalisation financière global		Montant Exécutés Hors Programmation
				Base engagement (b)	Base liquidation (c)	Base engagement (d=b/a*100)	Base liquidation (e=c/a*100)	
(municipalités, directions régionales, directions générales, etc.) et les mécanismes de suivi et contrôle sont mis en œuvre								
Produit 9.9 : Les ONG et associations affiliées au Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement contribuent au développement des services et assurent la veille et le contrôle citoyen et la pression citoyenne sur les autorités publiques (pour le Genre, les Droits humains, la reconnaissance des enjeux du secteur par les autorités politiques, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	0,38
Produit 9.10 : La matrice d'arbitrage basée sur le nombre de personnes restant sans accès à l'eau et à l'assainissement pour réduire les disparités entre communes est systématiquement appliquée	-	-	-	-	-	-	-	0

Source : DGESS, 2020.

Dans la suite, il est présenté le bilan des activités de cette action par produit.

**Produit 9. 1 : Un cadre de dialogue spécifique entre le ministère en charge de l'eau et le secteur privé est établi et fonctionne**

- **Mise en place d'un cadre de concertation entre le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement et le Secteur Privé**

Le cadre de concertation a été mis en place à travers l'arrêté n° 2019-197 / PRES/PM/MEA/CAB du 31/12/2019, portant création, attribution et fonctionnement d'un cadre de concertation entre le ministère en charge de l'Eau et de l'Assainissement et le Secteur Privé (CC-EA-SP). L'activité n'a pas engendré de cout.

**Produit 9.2. : La procédure d'agrément des bureaux d'études et des entreprises est plus rigoureuse et un mécanisme d'audit / suivi est mis en place**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

**Produit 9.3 : Les initiatives des collectifs professionnels du secteur privé sont accompagnées**

Dans le cadre de l'accompagnement des professionnels du secteur privé, il a été mis en œuvre au niveau régional un ensemble d'activités pour un coût estimatif de 61,55 millions de F CFA. La situation est présentée dans le tableau suivant.

**Tableau 16 :** Accompagnement des initiatives des professionnels du secteur privé dans les régions

REGIONS	Type d'appui/accompagnement Prévus	Structure	Profil des Bénéficiaires	Nombre d'acteurs du privé bénéficiaires	Montant exécuté (millions)
Boucle du Mouhoun	Formation de 10 Artisans Réparateurs (AR)	DREA-BMH	Artisans réparateurs	10	1,33
	Formation de 08 Artisans réparateurs	OCADES Nouna	Artisans réparateurs	08	-
	Formation et équipement de 10 maçons des communes de Tchériba et Dédougou	PDI / OCADES Dédougou	Maçons	10	-
	Formation de 18 maçons des communes de Nouna et Sanaba	OCADES Nouna	Maçons	18	-
	Formation de 90 maçons de 6 communes sur la réalisation de latrines	Terre des Hommes (TdH)	Maçons	90	-
	Formation de 432 maçons pour la réalisation de latrines et 36 pour la réalisation de latrines adaptées aux personnes handicapées	OCADES et WaterAid	Maçons	432	-
Centre	Mise à disposition des fiches Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA) aux entreprises en charge de la réalisation des forages	DREA-CEN	Entreprise de production d'eau préemballée de la région du centre.	15	-
	Accompagner la commune de Koubri pour la signature de protocole dans le cadre de la gestion de l'APEMV	DREA-CEN	Commune rurale de Koubri	1	-

REGIONS	Type d'appui/accompagnement Prévus	Structure	Profil des Bénéficiaires	Nombre d'acteurs du privé bénéficiaires	Montant exécuté (millions)
Centre-Est	Tenir des sessions de formation des maçons sur la réalisation des latrines familiales	Association DAKUPA	Maçons des 24 communes rurales du RCES	1066	15,26
	Tenir des sessions de formation des animateurs des associations partenaires de DAKUPA en ATPC		Animateurs des Associations des Jeunes et des Femmes des 24 communes Rurales du RCES	130	
	Tenir des sessions de formation des animateurs des associations partenaires de DAKUPA en ATPC		Animateurs des associations partenaires de DAKUPA	10	
	Tenir une session de formation d'une association partenaire de PLAN International bureau de Koupéla sur l'ATPC Formation des Maçons	PLAN International bureau de Koupéla	Animatrices de l'Association ARCOP	4	2,5
Centre-Sud	Formation des membres des bureaux exécutifs de 4 AUE mises en place en 2018	DREA-CSD	Bureau exécutif des AUE	24	4,44
	Mise en place de 24 AUE dans les Communes de Ipelcé et Zecco (Phase test Stratégie SPE)	DREA-CSD	Villages	5179	9,07
	Formation du BE des 24 AUE mise en place dans les Communes de Ipelcé et Zecco (Phase test Stratégie SPE)	DREA-CSD	Bureau exécutif des AUE	192	11,42
	Suivi de la mise en œuvre des plans d'actions dans 18 communes	DREA-CSD	Communes	0	0,57
	Formation de Maintenançiers de la Région du Centre-Sud sur la maintenance des PMH	DREA-CSD	Maintenançiers	96	3,74

REGIONS	Type d'appui/accompagnement Prévus	Structure	Profil des Bénéficiaires	Nombre d'acteurs du privé bénéficiaires	Montant exécuté (millions)
	Echanger avec 3 associations provinciales des maintenanciers	DREA-CSD	Maintenanciers	18	1,68
	Formation de maintenanciers sur la SPE	DREA-CSD	Maintenanciers	90	7,97
Plateau-Central	Formation des maintenanciers	PROGEA II	Maintenanciers	90	1,89
	Atelier d'échange avec les maintenanciers de la région	PROGEA II	Maintenanciers	18	1,68
Sahel	Formation de 09 AUE des communes de Boundoré, de Solhan, de Sebba sur la réforme, Sebba	Projet RESA	Président AUE, Secrétaire, et trésorier	27	-
	Formation d'une AUE et de 3 comité de point d'eau des secteurs 2, 4 et 5 de Djibo sur les bonne pratiques d'hygiène et d'assainissement des points d'eau	Solidarité Internationale	Président AUE, Secrétaire, et trésorier	9	-
	Formation des AUE de Kelbo, Tongomayel, de Arbinda et de Koumbataka sur la stratégie nationale de gestion des ouvrages hydrauliques	Solidarité Internationale	Président AUE, Secrétaire, et trésorier	-	-
	Formation AUE des communes de Gorgadji, Bani et Sampelga	AGED	Président AUE, Secrétaire, et trésorier	25	-
	Formation de 04 maintenancier de la commune de Dori sur la réparation des PMH	Commune de Dori	Maintenanciers de PMH	4	-
<b>TOTAL</b>				<b>7566</b>	<b>61,55</b>

Source : rapport bilan régionaux 2019 du programme PPS.

**Produit 9.4. : Une étude d'identification des leviers de la promotion du PPP pour le développement des services eau et assainissement est réalisée**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

**Produit 9.5. : Les recommandations de l'étude PPP sont mises en œuvre et suivies**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

**Produit 9.6. : Une plate-forme OSC-Ministère en charge de l'eau est opérationnelle et efficace**

- **Mettre en place un cadre concertation entre le ministère et les ONG et associations intervenant dans les domaines de l'eau et de l'assainissement**

Le cadre de concertation a été mis en place à travers l'arrêté n°2019-176/PRES/PM/MEA/CAB portant création, composition, attributions, organisation et fonctionnement d'un cadre de concertation entre le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement et les Organisation non Gouvernementales/ Associations de développement (CC MEA-ONG/AD). Egalement, en fin de troisième trimestre, le répertoire des ONG/AD a été élaboré.

La mise en place des cadres de concertations n'a pas engendré de couts financiers. Cependant, il convient de noter qu'en ce qui concerne les ONG/AD, un atelier d'élaboration du rapport sur leur contribution à la mise en œuvre du PNDES sur la période 2016 à 2018 a été tenu. Le coût de cette dernière activité est de 3,08 millions de FCFA sur une programmation annuelle de 3,5 millions.



**Produit 9.7 : Les capacités et compétences nécessaires aux ONG affiliées au Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement sont renforcées**

En hors programmation, des ONG/AD affiliées au MEA ont bénéficié d'accompagnement de nature diverses au cours de 2019 pour un coût estimatif de 56,87 millions de F CFA.

**Tableau 17 :** Situation de l'accompagnement des ONG affiliées au Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement dans les régions

REGION	Type d'appui/accompagnement prévus	Structure	Nombre d'ONG /Associations bénéficiaires	Nombre de participants	Montant engagé (millions)
Centre-Est	Formation d'une association partenaire de PLAN International bureau de Koupéla sur l'ATPC	DREA-CES	3	3	-
	formation des animateurs des associations partenaires de DAKUPA en ATPC	DREA-CES	2	2	-
	formation des techniciens communaux et animateurs de l'OCADES Tenkodogo sur la gestion du service public de l'eau potable	DREA-CES	3	3	-
Centre-Nord	Organisation d'un atelier sur le bilan de l'an II et la planification de l'an III	CRS/Kom-Yilma 2	01	-	-
	Formation des enseignants et autres acteurs de l'éducation sur la gestion hygiénique des menstrues (GHM) en milieu scolaire	Plan Inter BF	01	150	11,59
	Meilleure « école GHM »	Plan Inter BF	01	-	0,64
	Etude d'adaptation des latrines à la GHM (proposition de design de latrine GHM)	Plan Inter BF	01	-	8,5
Hauts-Bassins	Atelier d'information sur le projet aux acteurs de la région	AT-COWI	01		-
	Renforcement de capacité des acteurs de mise en œuvre de la réforme (MOC)	PHA/BID-UEMOA	01		-
	Atelier de formation sur la réforme des infrastructures hydrauliques	ACF	01		1,07
	Atelier de sensibilisation GIRE		01		1,50
	Baby wash, Hygiène de l'environnement, lavage des mains et chloration de l'eau		01		8,50
	Sensibilisation dans les centres de santé		01		7,19
	Périel fécal, usage et entretien des latrines	Wateraid	01		0,06
Sensibilisation des hygiénistes	SEEPAT	01		-	

REGION	Type d'appui/accompagnement prévus	Structure	Nombre d'ONG /Associations bénéficiaires	Nombre de participants	Montant engagé (millions)
Sahel	Appui technique et suivi pour la mise en œuvre des activités du Projet Insertion et Stabilisation Socio-économique des Jeunes et des femmes dans la province Séno, Région du Sahel (ISJF)	ISJF AGED	01	-	1,40
	Appui technique et financier pour la réalisation des infrastructures d'eau potable dans les communautés, les écoles et les centres de santé	UNICEF	01	-	5,20
	Suivi du fonctionnement des AUE des communes de Gorom-Gorom et Falagountou	ECED-S	01	-	1,12
	Mise en œuvre des activités du service police de l'eau dans la région du sahel	DGRE/ MEA	01	-	8,00
	Réalisation de deux (02) études d'avant-projet détaillé (APD) de deux boulis dans le village de Pétha (hameau) et à Pobé Mengao	Conseil Régional	01	-	2,11
<b>TOTAL</b>				<b>158</b>	<b>56,87</b>

Source : rapport bilan régionaux 2019 du programme PPS.

**Produit 9.8. : Les ONG et associations respectent les modalités formelles de collaboration avec les institutions publiques sectorielles (municipalités, directions régionales, directions générales, etc.) et les mécanismes de suivi et contrôle sont mis en œuvre**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

**Produit 9.9 : Les ONG et associations affiliées au Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement contribuent au développement des services et assurent la veille et le contrôle citoyen et la pression citoyenne sur les autorités publiques (pour le Genre, les Droits humains, la reconnaissance des enjeux du secteur par les autorités politiques, etc.)**

Aucune activité n'était programmée. Cependant des actions ont été réalisées en régions.

Ainsi, dans la Boucle du Mouhoun, des activités du Projet de structuration des ONG/AD intervenant dans le domaine de l'eau et l'assainissement ont été réalisées et piloté par le SPONG.

Ces activités qui ont commencé en 2019 se poursuivent toujours et à terme, cette plateforme réunira toutes les ONG/AD de la région pour une meilleure contribution des OSC dans la gouvernance.

Dans la région du Centre, le programme FAS'EAU a réalisé des activités de veille citoyenne qui ont connu la participation de la DREA. Ce sont :

- la tenue d'une conférence publique à Koubri sur le droit d'accès à l'eau potable et à l'assainissement ;
- la participation à l'émission télé AGIR pour la GIRE dont le thème portait sur la police de l'eau ;
- la participation à l'émission radiophonique sur le droit d'accès à l'eau potable et à l'assainissement à Savane FM ;
- La participation à l'émission télévisée le 22 mars 2019 sur le thème de la journée mondiale de l'eau « Ne laissé personne à côté » à Savane TV.

Aussi, d'autres activités de la mission FAS'EAU sont en cours de réalisation. Il s'agit du processus de promotion du droit à l'assainissement dans les écoles et les collèges d'enseignement et le partage des résultats du test des indicateurs AFDH.

L'OCADES a procédé également dans la région du Centre au recyclage de quatre (04) relais villageois et de quatre (04) agents de base communautaire pour un montant de 0,38 millions de F CFA dans deux (02) villages de Koubri.

**Produit 9.10 : La matrice d'arbitrage basée sur le nombre de personnes restant sans accès à l'eau et à l'assainissement pour réduire les disparités entre communes est systématiquement appliquée**

Aucune activité n'avait été programmée et aucune réalisation n'a pu être capitalisée.

#### IV. SITUATION D'EXECUTION DES MARCHES DU PROGRAMME

Sur un total de 43 marchés repartis entre la DGESS, la DMP, la DAF et la DSI, l'ensemble a été lancé. Le tableau suivant donne la situation par structure et par type de marché.

**Tableau 18** : Etat de mise en œuvre du PPM 2019 du programme

Structures	Mode de passation des marchés					Total de marchés inscrits dans le plan de passation	Etat d'exécution		
	Appels d'offres	Demande de prix	Manifestation d'intérêt +Demande de proposition + consultation de consultants	Demande de cotation	Entente directe		Lancés	Non lancés	Taux de lancement (%)
DGESS	0	2	0	7	2	11	11	0	100%
DMP	0	0	0	1	0	1	1	0	100%
DAF	0	10	0	15	3	28	28	0	100%
DSI	0	0	0	2	1	3	3	0	100%
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>6</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>0</b>	<b>100%</b>

Source : DMP-MEA.

## V. SITUATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME

La situation des indicateurs de performance retenus dans la mise en œuvre du programme se présente comme suit :

**Tableau 19** : Situation des indicateurs du programme au 31 décembre 2019

Code	Indicateurs	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Responsable	Commentaire
<b>Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère</b>						
<b>BP</b>	Taux de respect des délais de tenue des cadres de concertation	90%	100%	95,74%	DGESS	Au cours de l'année 2019, il est prévu la tenue de deux (02 sessions pour les cadres suivants : CASEM, du CaPa-EA, des GTR-EA, des CR des six (06) programmes GTN-EA, du CSD-EEA et une session de l'ASPP. Soit 47 rencontres. A l'exception de la première session du GTN et de la seconde session du CaPa, l'ensemble des sessions ont été tenues conformément au planning des cadres de concertations du sous-secteur.
<b>1G2</b>	Proportion des fonds publics AEPA transférés aux collectivités territoriales	15,90%	24,87%	16,79%	DAF	
<b>1G6</b>	Taux d'exécution financière des fonds publics AEPA transférés aux collectivités territoriales	72,82%	ND	52,05%	DGESS ; DAF	Sur 1 800 000 000 F CFA, 936 937 045 F CFA ont été exécutés.
<b>2G1</b>	Proportion de rencontres statutaires tenues	97,62%	100%	95,74%	DGESS	Au cours de l'année 2019, il est prévu la tenue de deux (02 sessions pour les cadres suivants : du CASEM, du CaPa-EA, des GTR-EA, des CR des six (06) programmes GTN-EA, de l'ASPP, du CSD-EEA, soit 47 rencontres. A l'exception de la première session du GTN et de la seconde session du CaPa, l'ensemble des sessions ont été tenues.
<b>3G1</b>	Proportion de communes disposant d'un service technique minimum en AEPA	ND	ND	34,76%	DGESS	Suivant les données issues des GTR-EA, sur les 351 communes, 122 communes disposent d'un service technique minimum en AEPA. Les régions du Centre-Est et du Sahel sont les mieux dotées avec respectivement 93,33% (28 communes sur 30) et 65,38% (17 sur 26). Les régions du Sud-Ouest et des Hauts-Bassins sont les moins bien dotées avec respectivement 17,86% (5 sur 28) et 21,21% (7 sur 33).

Code	Indicateurs	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Responsable	Commentaire
3G2	Proportion de communes ayant fait des accords d'intercommunalité ou des formes ad hoc de mutualisation	ND	ND	15,10%	DGESS	Suivant les données issues des GTR-EA, sur les 351 communes, 53 communes sont dans une forme d'intercommunalité. Les régions du Centre-Ouest et du Plateau-Centre enregistre les plus fortes proportions de communes en intercommunalité avec respectivement 57,89% (22 sur 38) et 50% (10 sur 20). On enregistre une absence d'intercommunalité dans sept (07) régions (Boucle du Mouhoun, Cascades, Centre, Centre-Est, Centre-Sud, Est et Sahel).
<b>Action 2 : Communication</b>						
BP	Taux de couverture médiatique des activités	100%	100%	100%	DCPM	Il était prévu la couverture médiatique de treize (13) activités majeures du MEA pour l'année 2019. Au total, 18 activités majeures du MEA ont bénéficié de couverture médiatique.
BP	Proportion d'outils produits et diffusés	100%	100%	100%	DCPM	Sur un total de 16 outils à produire et diffuser en 2019, 20 ont été produits et diffusés. Il s'agit entre autres de reportages, spots, bulletins interne, etc.
2G4	Nombre d'émissions radio-télévisées diffusées sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement	34		34		Suivant les données issues des GTR-EA, au cours de l'année 2019, 32 émissions ont été réalisées dans les régions de la Boucle du Mouhoun (09), du Centre (03), du Centre-Est (2) de l'Est (15), des Hauts-Bassins (02) et du Plateau-Central (01). Aussi, dans le cadre du bilan de la mise en œuvre du PNDES'EA 2019 et perspectives 2020, le MEA a été reçu dans l'émission "Tribunal de l'actualité", sur 3TV et l'émission les dossiers de la rédaction sur radio Burkina les 20 et 21 décembre.
<b>Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières</b>						
BP	Taux d'exécution du budget	89,18%	89%	72,07%	DAF	Cible non atteinte et en deçà de la réalisation de l'année 2018. Dossier arrivés hors délais, mouvements d'humeurs au sein de la chaîne de la dépense publique.
Matrice	Pourcentage du budget AEPA et GIRE du MEA exécuté localement (DREA, AE et communes)	89,89%	72%	75,96%	DAF/DGESS	Sur une dotation de 5 438 290 000 de F CFA gérés au niveau local (DREA, AE, Communes) 4 131 041 020 ont été exécutés.
<b>Action 4 : Gestion des marchés publics</b>						
2G8	Taux d'exécution du Plan de passation des marchés (PPM)	97,33%	100%	98,14%	DMP	

Code	Indicateurs	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Responsable	Commentaire
<b>Action 5 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques</b>						
	Proportion de rapports de performance élaborés dans les délais (rapports pour les cadres de concertation)	100%	100%	95,74%	DGESS	
	Taux global de réalisation des résultats attendus du programme	74,62%	85%	66,81%	DGESS	
<b>Action 6 : Gestion des ressources humaine</b>						
<b>1G7</b>	Taux de satisfaction des besoins en personnel des programmes		90%	69,70%	DRH	Sur un besoin exprimé de 165, 115 ont été pourvus
	Proportion d'agents formés	100%	80%	77%	DRH	Au total 154 agents ont été formés sur 200.
<b>Action 7 : Gestion des systèmes information, de la documentation et des archives</b>						
	Taux de satisfaction de la qualité du service informatique	71%	82%	85%	DSI	
	Taux de satisfaction de la gestion de la documentation et les archives du ministère	100%	82%	80%	DAD	
<b>Action 8 : Renforcement de l'intégration du Genre et des Droits Humains dans le secteur de l'eau</b>						
<b>2G5</b>	Nombre de campagnes de plaidoyer sur les questions d'Eau et d'assainissement réalisées	11		2	DGESS	Suivant les données issues des GTR-EA, deux (02) campagne de plaidoyer ont été réalisées. Une campagne de plaidoyer pour accroître le nombre de souscription de la Nuit de l'Assainissement a été effectuée par la DREA Boucle du Mouhoun et une table ronde dans la commune de Gaoua qui a permis de mobiliser 500 000 FCFA pour financer les activités de l'assainissement
<b>4G6</b>	Taux de participation des femmes aux rencontres statutaires du secteur de l'Eau et de l'Assainissement			20,06%	DGESS	Cet indicateur a été calculé à partir de la fiche 9 du DISE, qui a été implémentée lors des sessions à mi-parcours 2019 du CSD-EEA, du GTN-EA, des CR des programmes PNAH, PN-GIRE, PN-AEP, PN-AEUE, PPS et des GTR-EA. Pour l'ensemble de ces sessions, 992 personnes y ont pris part, dont 199 femmes et 793 hommes. Par
	Taux de participation des hommes aux rencontres statutaires du secteur de l'Eau et de l'Assainissement			79,94%	DGESS	



Code	Indicateurs	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Responsable	Commentaire
	Taux de participation des jeunes aux rencontres statutaires du secteur de l'Eau et de l'Assainissement			67,54%	DGESS	ailleurs, 670 avaient un âge inférieur ou égal à 36 ans et 322 un âge strictement supérieur à 36 ans.
	Taux de participation des personnes âgées aux rencontres statutaires du secteur de l'Eau et de l'Assainissement			32,46%	DGESS	
<b>4G7</b>	Nombre de plaintes enregistrées au niveau des débiteurs d'obligations	ND	ND	46	DGESS	Suivant les données issues des GTR-EA, 46 plaintes ont été enregistrées. Le plus fort niveau de plaintes est enregistré dans la région du Sud-Ouest avec 21 plaintes.
<b>Action 9 : Promotion du partenariat</b>						
<b>2G2</b>	Nombre de sessions de cadre de concertation entre le MEA et les OSC tenues	0		0	DGESS	
<b>2G3</b>	Nombre de contrats PPP signés dans le secteur de l'eau et de l'assainissement	128	ND	180	DGESS	Dans le cadre du DISE, les contrats PPP font référence
<b>2G7</b>	Nombre de sessions de cadre de concertation entre le MEA et le secteur privé tenues	0	ND	0	DGESS	
<b>4G4</b>	Proportion des communes couvertes par un PPP pour le développement des services d'AEPA	33,05% <sup>1</sup>	ND	38,46%	DGESS	135 communes sur les 351 ont au moins un contrat de PPP, suivant les données des rapports bilans 2019 des GTR-EA.

Source : DGESS, 2020.

<sup>1</sup> Dans le rapport bilan national 2018 du PPS, à la page 66, il est mentionné qu'en 2018, 70,90% des communes était couverte par un PPP pour le développement des services AEPA. Veuillez considérer 33,05% étant donnée qu'en 2018, 116 communes disposaient d'un contrat PPP.

## VI. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS

Au total, quatre recommandations avaient été retenues lors des sessions antérieures du CR du PPS. Au 31 décembre 2019, une recommandation est réalisée, les autres sont en cours.

**Tableau 20** : Mise en œuvre des recommandations

Recommandations	Echéance de mise en œuvre	Etat de mise en œuvre	Structures responsables	Commentaires
Opérationnaliser les cadres de concertations interministériels	Décembre 2019	En cours	DGESS	Les projets de document de protocole de collaboration contenant le projet de plan d'actions ont été amendés par les représentants des trois ministères impliqués dans la collaboration et sont disponibles. Il reste la validation desdits documents par les SG avant la signature par les ministres.
Elaborer le plan d'action 2021-2025 du programme	Décembre 2020	En cours	DGESS	Le plan d'action 2021-2025 du PPS est en cours d'élaboration, les consultants ont récentes, la rencontre de lancement s'est tenue en début décembre 2019 et la rencontre de cadrage s'est tenue le 27 décembre 2019.
Opérationnaliser le document méthodologique de calcul des taux d'exécution physique des activités des programmes	Décembre 2019	En cours	DGESS	Un projet de note méthodologique a été proposé par la DGESS. Il ne reste qu'à intégrer les amendements formulés en interne avant de le soumettre à l'appréciation des autres structures du MEA.
Tenir un atelier de collecte des données avec les acteurs non étatiques en prélude à l'élaboration des rapports de programmations et de bilans	Décembre 2019	Réalisée	DGESS	Une rencontre bilan 2019 et programmation 2020 du PPS a été tenue avec les ONG/AD. De cette rencontre, il a été proposé que des outils adaptés aux ONG/AD soient élaborés avec l'ensemble des acteurs pour une meilleure capitalisation des actions.

Source : DGESS, 2020.

## VII. FINANCEMENT 2018 DU PLAN D'ACTION DU PROGRAMME

Suivant les programmations financières dans le plan d'action 2016-2020 du programme, il ressort un coût de 4 890,7 millions de F CFA pour 2019. En fin d'année, les ressources mobilisées dans la mise en œuvre des activités capitalisées du programme sont estimées à 1 234,73 millions de F CFA, soit un taux de financement de 25,25% contre 23,37<sup>2</sup> en 2018. Ce faible niveau de mobilisation nécessite de redoubler d'efforts dans la mobilisation des ressources mais également de capitalisation des actions menées au titre du programme pour l'atteinte des objectifs du programme. Le tableau suivant présente le niveau de financement du programme par action.

**Tableau 21 : Financement 2019 du programme**

Actions	Coût du programme (a)	Programmation révisée (b)	MONTANT EXECUTES (en millions de F CFA)			Gap de financement f=(a-(b+d))	Taux de financement g=((b+d)/a)
			Programmation (c)	Hors programmation (d)	Total (e)		
Action 1	1224,00	134,87	71,20	211,91	283,11	877,22	28,33%
Action 2	55,00	47,64	39,07	1,33	40,40	6,04	89,03%
Action 3	158,00	33,45	24,00	3,97	27,97	120,58	23,68%
Action 4	14	6,83	6,83	0	6,83	7,17	48,79%
Action 5	951,00	273,83	65,21	19,95	85,16	657,22	30,89%
Action 6	515,00	79,50	55,00	0,00	55,00	435,50	15,44%
Action 7	839,00	271,46	116,47	0,00	116,47	567,54	32,36%
Action 8	160,00	7,10	13,37	14,20	27,57	138,70	13,31%
Action 9	<b>974,70</b>	<b>7,00</b>	0,00	121,69	121,69	846,01	13,20%
<b>TOTAL</b>	<b>4890,70</b>	<b>861,68</b>	<b>391,15</b>	<b>373,05</b>	<b>764,20</b>	<b>3655,97</b>	<b>25,25%</b>

Source : DGESS, 2020.

**Tableau 22 : Financement 2018 du programme**

Actions	Coût du programme (a)	Programmation révisée (b)	MONTANT EXECUTES (en millions de F CFA)			Gap de financement f=(a-(b+d))	Taux de financement g=(b+d)/a
			Programmation (c)	Hors programmation (d)	Total (e)		
Action 1	1 327	259	190,08	172,41	362,49	895,59	32,51%
Action 2	59	34	51,59	0	51,59	25,00	57,63%
Action 3	158	73,5	34,01	8,46	42,47	76,04	51,87%
Action 4	14	37	14,7	4,97	19,67	-27,97	299,79%
Action 5	1 414,75	120	28,83	17	45,83	1277,75	9,68%
Action 6	542	243,5	38,41	0	38,41	298,50	44,93%
Action 7	991	165,5	46	7,29	53,29	818,21	17,44%
Action 8	160	0	0	1,8	1,80	158,20	1,13%
Action 9	<b>950</b>	67,28	60,56	100,4	160,96	782,32	17,65%
<b>TOTAL</b>	<b>5615,65</b>	<b>999,78</b>	<b>464,18</b>	<b>312,33</b>	<b>776,51</b>	<b>4303,64</b>	<b>23,37%</b>

<sup>2</sup> Suite à une erreur de calcul, en lieu et place du Tableau **Erreur ! Document principal seulement.** du rapport bilan annuel 2018, considerer le tableau 22 : Financement 2018 du programme du présent rapport.

**Source :** DGESS, 2020.

## **VIII. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITION DE SOLUTIONS ET DE RECOMMANDATIONS**

Les difficultés majeures rencontrées dans la mise en œuvre du programme d'activités au cours de l'année ainsi que des propositions de solutions et de recommandations sont présentées ci-dessous.

### **VIII.1. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITION DE SOLUTIONS**

Les difficultés majeures rencontrées dans la mise en œuvre des activités du programme au cours de l'année 2019 sont entre autres :

- les mouvements sociaux au sein dans la chaîne de la dépense publique ;
- le mouvement d'humeur du Syndicat National des Gestionnaires des Ressources Humaines ;
- l'insuffisance des locaux et de matériel de travail ;
- l'instabilité du réseau SIGASPE ;
- l'absence de ressources financières pour la mise en œuvre de certaines activités liée au fait que la programmation n'a pas tenu compte des ressources effectivement allouées aux structures ;
- l'absence de lignes budgétaires au profit de certaines structures ;
- la faible synergie entre les structures de mise en œuvre du programme ;
- l'insuffisance des locaux et de matériels de travail ;
- l'insuffisance des ressources humaines surtout le personnel technique ;
- l'absence de moyens de communication (téléphone, connexion internet) ;
- insuffisance de motivation des agents.

Pour une mise en œuvre réussie des activités du programme, il est impérieux de :

- instaurer un cadre de concertation entre le responsable du programme, la DAF et les responsables des autres structures du PPS pour s'accorder sur la répartition des dotations de chaque structure avant la programmation des activités ;
- améliorer la communication inter-directions pour une meilleure synergie d'actions ;
- mettre en place un mécanisme pour faciliter la mobilisation des ressources externes afin de mener les activités ;
- s'assurer de la cohérence des programmations en lien avec le plan d'action du PPS ;
- créer une ligne budgétaire au profit de certaines structures en vue de renforcer leur efficacité ;
- capitaliser systématiquement dans chaque structure, les coûts relatifs à la réalisation des activités dès la fin de la réalisation de celles-ci.

## **VIII.2. PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS**

Pour améliorer la mise en œuvre du programme, les projets de recommandations suivantes sont soumis à l'appréciation du CR.

### **VIII.2.1. Résolutions**

- Instaurer un cadre de concertation entre le responsable du programme, la DAF et les responsables des autres structures du PPS pour s'accorder sur la répartition des dotations de chaque structure avant la programmation des activités.

### **VIII.2.2. Recommandations**

- Mettre en place une méthode de budgétisation et de suivi financier des activités entre les structures de mise en œuvre, la DAF et le responsable de programme afin de d'avoir un réalisme de la budgétisation des activités et les coûts réels des activités réalisées.

## **CONCLUSION**

La mise en œuvre des activités du programme au cours de l'année 2019 a permis d'engranger des acquis en dépit des difficultés rencontrées. Le taux d'exécution physique du programme est de 66,81% et celui financier de 45,39%. Ces niveaux de réalisation sont bas par rapport aux réalisations de l'année antérieure.

En termes de performances dans l'atteinte des cibles des indicateurs, il est primordial de s'engager vers l'établissement d'une situation de référence et l'implémentation de l'ensemble des indicateurs retenus.

Au regard des difficultés rencontrées au cours de l'année écoulée, il s'avère nécessaire de redoubler d'efforts dans la mobilisation des ressources pour des résultats plus satisfaisants les années à venir.